No 27 du 16 Mars au 13 Avril



3 F

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

Supplément à l'Humanité rouge No 867

• La droite reste

• A gauche... la faillite

Ne comptons que sur nos luttes

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

Journal des communistes marxistes-léninistes de France

Dans ce numéro

International

- Chine : Un pays où la liberté règne pour le peuple . . . . pages 12-13-14
- Belgrade : la fin d'une légende . . . . . . page 15
- Tunisie : après le coup de force contre l'UGTT - les travailleurs ne sauraient se soumettre . . . . page 17

La France des luttes

- Foyer des Epinettes (Paris 18e) « Nous refuserons la fermeture » . . . . page 18
- Qu'ils le veuillent ou non, où il y a oppression il y a révolte . . . . pages 19-20

Informations générales

- Exclusion de la fédération famille rurale d'Ille-et-Vilaine . . . . pages 21-22
- La grande misère des hôpitaux . . . . . . page 23
- École - Un fait pas tellement divers . . . page 24
- Marée noire en Bretagne . . . . page 25
- Notre camarade Guy Périou est décédé page 25

Courrier des lecteurs

- Lettre à un dirigeant du PCF « Non je n'ai pas la mémoire qui flanche » . . . . pages 26-27

Culturel

- Cinéma : Pour qui les prisons . . . . page 28
- Football : le mouvement Football-Progrès : « Le plaisir de jouer » . . . . . page 29
- 130e anniversaire du Manifeste du parti communiste . . . . pages 30-31

Histoire

« Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste (Manifeste du parti communiste) . . . . page 32

Spécial élections

Editorial
«L'avenir est ailleurs» page 3

Vers des lendemains qui déchantent page 4

La gauche perd les élections page 5

Le courant ni droite ni gauche Les résultats de l'UOPDP pages 6-7-8

L'Humanité rouge
BP 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source
Commission paritaire No 57952
Distribution NMPP
Dépôt légal 1er trimestre 78
Directrice de publication
Suzanne Marty

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef* : Henri Jour. *Rédacteurs* : Michel Bataille, Henri Berthault, Annie Brunel, Pierre Delaube, Jacques Duroc, Joël Fabien, Serge Laforge, Guy Lebreton, Philippe Leclerq, Evelyne Le Guen, Catherine Lemaire, Yves Lepic, Henri Mazereau, Pierre Marceau, Jean Nestor, Lucien Nouveau. *Secrétaires de rédaction et maquettistes* : Claude Liria et Nicole Margerie. *Illustration* : Jean-Luc Buyer. *Administration* : *Arthur Lepuy, Henri Bernard, Sophie Retz.* Imprimerie La Nouvelle. *Directrice de publication* : *Suzanne Marty.*

L'avenir est ailleurs !

Des millions de travailleurs exploités, opprimés et réprimés sans cesse par la grande bourgeoisie et son État ont ressenti dimanche soir une grande déception en apprenant que la droite conservait tous les pouvoirs.

S'appuyant sur la poussée des partis dits de gauche aux élections cantonales et municipales, ils pensaient que, tout au moins, certaines choses allaient pouvoir changer. Un certain nombre pensait même qu'il allait enfin être mis un terme à cette politique rétrograde.

Ce n'était pas notre avis. Dès la signature du « Programme commun » en 1972, nous avons expliqué son contenu bourgeois, démontré qu'il s'agissait d'une stratégie vouée à l'échec. Les illusions entretenues par les dirigeants de la « gauche » sont aujourd'hui ramenées à une plus juste réalité : l'impasse d'une politique. Nous comprenons la déception des travailleurs qui ont mis leur espoir en elle, mais nous les appelons à surmonter leur découragement.

Les dirigeants des partis de gauche sont avant tout guidés par l'appétit du pouvoir et non par la volonté de donner aux travailleurs les orientations et les moyens qui permettront d'en finir avec ce système.

En juin 1977, à Gémenos (Bouches-du-Rhône), le camarade Jacques Jurquet mettait en garde contre les illusions soulignant qu'il n'était pas sûr que le droite ne l'emporte pas.

Nous n'avons trompé personne, nous avons toujours dit la vérité. Au cours de ces élections, nous n'allions évidemment pas faire le contraire de ce que nous avons dit pendant plus de cinq ans. Au contraire, les dirigeants trotskistes (Krivine, Laguillier et consorts) se sont mis à la remorque des dirigeants révisionnistes et réformistes, ils ont contribué à entretenir les illusions.

Nous sommes restés conséquents jusqu'au bout (Ni bourgeoisie de droite, ni bourgeoisie de gauche), car une voie existe : celle de la lutte de classe. C'est précisément cette voie qui est redoutée et combattue tant par la bourgeoisie au pouvoir que par celle qui prétendait prendre sa place. C'est la bourgeoisie en place qui organise la répression contre les travailleurs en lutte ; ce sont les dirigeants des partis bourgeois « de gauche » qui bradent les luttes ou les dévoient dans l'impasse électorale, selon la situation.

Quand nous disons qu'il n'y a pas de passage pacifique au socialisme, que l'on ne peut rien obtenir sans lutte, cela ne veut nullement dire que nous sommes aventuristes ou « gauchistes », que la révolution est pour maintenant. Nous avons conscience qu'elle se prépare patiemment, que cela prendra du temps.

Les élections ne font qu'entretenir la division de la classe ouvrière, alors que le véritable terrain est celui des luttes, c'est là que l'unité se bâtira. La priorité des priorités est que la classe ouvrière soit unie, sur la base de ses intérêts de classe.

Des millions de simples travailleurs veulent que ça change, nous aussi. Pour avancer vers de réels changements, il est nécessaire qu'en tout premier lieu la classe ouvrière rejette ceux qui l'ont toujours conduit à l'impasse et à l'échec, qu'elle s'organise (ainsi que les autres couches populaires) indépendamment des partis bourgeois, qu'elle édifie son propre parti : le parti marxiste-léniniste, qui est son arme principale. Il est nécessaire que dans les syndicats, elle s'oppose à l'inféodation de ceux-ci à un quelconque parti bourgeois.

Nous sommes une petite force, mais c'est dans cette force que les travailleurs peuvent se retrouver, car elle prend en compte leurs aspirations et indique clairement la voie à suivre.

Le terrain des élections ne peut en aucun cas être le terrain décisif pour la classe ouvrière, car elle y part battue d'avance.

20 % des ouvriers sont exclus de cet affrontement, alors qu'ils sont parmi les plus exploités, les plus exposés à la répression : ce sont nos frères immigrés. Par contre, dans les luttes de classe, dans les luttes de tous les jours, ils participent activement aux cotés des travailleurs français.

D'autre part, la clique au pouvoir modifie constamment le système électoral en fonction de ses intérets. Il en est de même des puissants moyens d'informations qu'elle utilise à sa guise. Giscard n'a pas hésité à faire un discours télévisé à la veille du premier tour, jetant tout son poids dans la balance.

Malgré tout cela, Mitterrand a déclaré dimanche soir : « Préparons dès aujourd'hui les prochaines échéances ! » ... c'est-à-dire les élections présidentielles de 1981 !

Marchais, de son côté, refuse tout autant de reconnaître l'échec de sa politique. Il y a quelque temps, il disait : « Nous n'avons pas de stratégie de rechange ». Dimanche soir, il enchaînait : « Nous devrons poursuivre la même politique » celle-là même qui conduit des millions de travailleurs à l'échec et à l'écœurement !

Militants de base du PCF, refusez de vous laisser mener plus longtemps en bateau, demandez des comptes à vos dirigeants, rejoignez les vrais communistes, les marxistes-léninistes.

Travailleurs, travailleuses, nous voulons une autre société, tous ensemble prenons en main nos propres affaires car il n'y a rien à attendre de bon de ces politiciens.

Majorité

DES LENDEMAINS QUI DECHANTENT

Au sein de la majorité, l'accord ne règne pas sur le meilleur moyen de faire passer cette amère pilule, sur le replâtrage politique qui s'impose. Les partisans de Giscard n'ont pas tardé à concrétiser sa politique de charme envers les électeurs socialistes et radicaux de gauche. Dès dimanche soir, ceux-ci ont été l'objet de clins d'œil appuyés d'un certain nombre de leaders de l'UDF.

Lecanuet : *« Je constate que l'apport à la majorité des voix réformatrices est en même temps un appel à l'ouverture sociale et à une action nouvelle de la majorité, reconduite mais remaniée ».*

J.J Servan-Schreiber : *« Il faut considérer que l'élection qui, arithmétiquement est très large, a été en fait d'extrême justesse dans l'esprit des Français et qu'il faut sans répit aller maintenant dans le sens de leur volonté de changement qu'ils ont exprimé pendant des années ».*

Côté RPR, ce n'est pas l'accord parfait sur la question de l'ouverture et de la nécessité de remodeler la majorité.

Messmer s'est déclaré *« intéressé »* par la déclaration de Robert Fabre et prédit le rabibochage prochain des *« deux morceaux du parti radical actuellement séparés ».*

Peyrefitte et Guichard se sont montrés accueillants à l'idée d'une éventuelle ouverture. Mais Guéna, comme Couve de Murville, ont tenu à mettre les points sur les i en affirmant d'emblée qu'il n'en était pas question et que la tâche du RPR était désormais de développer sa personnalité propre et de jouer le rôle qui lui revient en tant que « premier mouvement politique de France ».

Engluée dans sa crise économique et politique, divisée sur les mesures à prendre pour replâtrer son pouvoir, confrontée à la colère des travailleurs, ce ne sont certes pas des lendemains qui chantent qui attendent la majorité.

La majorité pavoise d'autant plus bruyamment qu'elle a quand même eu peur et senti passer le vent du boulet, menaçant sa domination sans partage.

« Ce soir, nous avons remporté une grande victoire. Le RPR a pris une part essentielle à ce résultat. Il est le premier mouvement politique de France » (Chirac).

« L'UDF a fait un scrutin qui est celui que nous espérions » (Servan-Schreiber).

« Il est clair que les institutions et celui qui les dirige, le président de la République, viennent d'obtenir un très grand succès ». (Lecanuet).

Mais au-delà de ces accents triomphants, la victoire en question n'est pas si évidente que ses bénéficiaires entendent l'afficher.

Cela ressort d'abord de la sécheresse des chiffres publiés par le ministère de l'Intérieur.

Les formations de la majorité ont obtenu 291 sièges dont 148 pour le RPR, 137 pour l'Union pour la démocratie française (UDF) et apparentés, 4 candidats se réclamant du soutien à l'action de Giscard et 2 divers.

Aux élections législatives de 1973, l'UDR avait obtenu 184 sièges. Elle en a donc perdus cette fois-ci 36. Les formations se réclamant de l'UDF en ont par contre gagnés 22. Les divers autres candidats se réclamant du soutien à Giscard en ont perdus 6. La majorité a donc perdu 20 sièges.

Ensuite, cette « victoire » risque bien de n'être que celle d'un soir. Les portes-paroles des monopoles ne se font guère d'illusions sur la popularité réelle de leur politique. Ils ont maquillé le plus possible leur bilan pour les échéances électorales. Mais l'après mars 1978 le révèlera dans toute sa crudité : flambée des prix et vague de licenciements attendent les travailleurs. Ceux-ci ne resteront pas les bras croisés devant cette nouvelle offensive visant à sauvegarder et développer les profits capitalistes sur leur dos.



l'ouverture à gauche...

Quelques vestes significatives...

Tout le poids de l'argent et de la domination exercée sur la grande presse n'ont pas empêché la famille Hersant, père et fils, de s'étaler au premier tour.

Stoléru, le ministre qui fait campagne pour l'expulsion des travailleurs immigrés, a rencontré, dans la 2e circonscription des Vosges, la sanction de sa politique raciste : en refusant de voter pour lui, les travailleurs l'ont envoyé au tapis.

Le prince Poniatowski est allé à un retentissant échec dans la circonscription du Val d'Oise. Elle n'a pas porté bonheur non plus à la politique des révisionnistes. Le « gaulliste de gauche », Galley, en faveur de qui ils s'étaient désistés dès le premier tour avait recueilli 16 % des voix alors que le seul PCF en avait obtenu 23 % en 1973.

PC et PS ont gagné des sièges

LA GAUCHE A PERDU LES ELECTIONS

La gauche a gagné vingt-cinq sièges mais a perdu les élections. Aussi le ton n'était-il pas, dimanche soir, à l'enthousiasme ni à l'unité.

Chacun se renvoyait la responsabilité de la désunion et de l'échec. Les plus hargneux ont sans nul doute été, ce soir-là, les dirigeants socialistes furieux de voir considérablement rabaissées leurs prétentions électorales. Lors du bref discours qu'il a prononcé à la télévision, Mitterrand s'est montré sans ambiguité : *« L'espoir s'est brisé le 22 septembre sur la désunion »* a-t-il dit. *« L'histoire jugera comme il convient ceux qui en ont pris la responsabilité, n'hésitant pas à joindre leurs attaques violentes, incessantes, à celles de la droite, contre le Parti socialiste ».*

Chacun pour soi

PCF et PS ont cependant exposé aussi des motifs de satisfaction. Marchais est satisfait du fait que *« le PC est à égalité avec les autres partis, RPR, PS »* et ait gagné des sièges de députés. En cassant l'Union de la gauche, il a réussi à empêcher le PS de prendre son essor et de pouvoir espérer se passer de ses services. Mitterrand, de son coté, s'est félicité, mais sans grande conviction, car il espérait bien plus, de ce que le PS est le parti qui *« gagne le plus grand nombre de sièges ».*

Aucun pour les travailleurs

Certes, les dirigeants de la gauche ont faire mine de plaindre les travailleurs de leur déception que la droite reste au pouvoir. Ils ont cependant laissé échapper des phrases révélatrices. *« Les travailleurs feront ainsi leur expérience »* a dit Marchais. Comme si depuis vingt ans les travailleurs ne trouvaient pas que cette expérience n'a que trop duré.

Quant à Defferre, il a carrément déclaré : *« Un certain nombre d'entre eux regretteront d'avoir voté pour le gouvernement ».* Quel cynisme de la part de ces politiciens qui ont placé leur rivalité pour le pouvoir avant la défaite de la droite dont ils assurent qu'elle était susceptible de changer à elle seule le sort des travailleurs.

La désunion de la gauche semble trouver de nouveaux aliments dans cet échec électoral, d'autant que la droite ne manque pas de jouer les sirènes pour inviter les socialistes et les radicaux de gauche à aller à la soupe avec elle sans attendre une victoire de la gauche remise d'élection en élection.

Des tendances centrifuges

Ces appels ne sont pas restés sans échos puisque Fabre, président du MRG, a déclaré : *« Je me considère aujourd'hui délié des engagements souscrits en 1972 ».* D'autres dirigeants se sont désolidarisés de cette prise de position et il semble bien qu'un clivage soit donc en train de s'opérer au sein des radicaux de gauche.

« La politique d'Union de la gauche est la seule issue » a déclaré Marchais ; une issue qui semble bien compromise pour l'instant, même si l'on considère que ses véritables buts soient de porter des politiciens bourgeois au pouvoir.

Instabilité politique

Le second tour des législatives a consacré le rééquilibrage des grands partis traditionnels aussi bien au sein de la droite que de la gauche. Il y a désormais en France quatre grandes formations politiques de force sensiblement égale.

Le rééquilibrage de la droite est lié à la réussite de l'opération patronnée par Giscard et qui a permis à l'UDF de talonner le RPR grâce aux voix enlevées en partie au détriment de l'électorat modéré du PS.

Le rééquilibrage de la gauche est le produit de l'Union de la gauche qui a permis au PS d'entreprendre une montée électorale inespérée puis à la cassure de cette union pour Marchais pour empêcher que le PCF ne se laisse distancer.

Fondamentalement, ce rééquilibrage est lié aux difficultés de la bourgeoisie pour trouver une majorité capable de gouverner sans risquer de mettre à nu la crise politique du régime. Il devrait permettre à Giscard d'envisager au besoin une extension ou une alliance de la majorité à d'autres formations ou partis politiques.

Cependant, ce rééquilibrage risque également d'exacerber la rivalité des grands partis. L'instabilité politique qui en est une conséquence ne fera qu'accroître et révéler davantage la crise politique qui s'aggrave avec la crise capitaliste.

Région parisienne

Le PCF en baisse

Si le PCF a gagné des sièges sur le plan national, il est en baisse dans un certain nombre de circonscriptions ouvrières où il est traditionnellement fortement implanté. Ainsi, dès le premier tour, on constatait qu'il perdait 2 à 5 % des voix dans de très nombreuses circonscriptions de l'ancienne « banlieue rouge » de Paris, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne : — 6,8 % dans la première circonscription de Saint-Ouen, — 6,5 % dans la 7e de Nanterre-Suresnes, — 5,6 % à Ivry-Vitry.

Cette tendance a été confirmée au second tour par le fait que quatre députés sortants PCF n'aient pas été réélus dans des quartiers populaires de Paris dont Fiszbin et Baillot. L'expérience de la gestion municipale sauce PCF n'est sûrement pas pour rien dans cette désaffection de nombreux travailleurs à son égard.

Le courant ni droite ni gauche

L'un des faits marquants de ces élections, c'est l'essor au premier tour d'un courant caractérisé par la défiance vis-à-vis de la droite comme de la gauche.

Les services officiels ont attribué au premier tour près de 4 % des voix à l'« extrême-gauche », 1,5 % aux écologistes, 2,5 % aux féministes, régionalistes et autres candidats rangés dans une catégorie « divers indépendants ». Cela représente 7 à 8 % des suffrages exprimés et si on y ajoute une partie des bulletins nuls et des abstentions, c'est 2 à 3 millions de voix que l'on peut estimer la force de ce courant.

Courant de défiance

Comment analyser la portée et la signification d'un courant aussi hétérogène ? Eh bien, les candidats d'« Écologie 78 », par exemple, avaient clairement annoncé qu'ils refuseraient de se désister au second tour. Les candidates du mouvement « Choisir » avaient déclaré qu'elles ne donneraient pas de consigne de désistement. Les électeurs qui ont voté pour eux et pour elles ont donc fait preuve d'une défiance assez nette vis-à-vis de la gauche comme de la droite.

Le cas des électeurs qui ont voté pour des candidats d'« extrême-gauche » est un peu différent puisque ceux-ci ont fait savoir ou laissé entendre qu'ils se désisteraient au second tour pour la gauche. Néanmoins, on ne peut assimiler le point de vue des électeurs à l'approbation du programme proposé par ces candidats. Beaucoup ont voté pour eux afin de s'opposer à la droite sans vouloir toutefois voter à gauche. Dans tous les cas, tous ces électeurs ont aussi refusé de voter à gauche, ne serait-ce qu'au premier tour, cela traduit de leur part une certaine défiance à l'égard de la gauche comme de la droite.

Des racines profondes

Si ce courant est très hétérogène, les électeurs qui en font partie, sont donc liés par un trait d'union qui est quand même de taille. Il s'agit de travailleurs qui, sur des points divers, revendications économiques, lutte contre l'oppression de la femme, lutte contre diverses nuisances urbaines, etc. ont constaté que leurs revendications et leurs aspirations, si elles étaient combattues par la droite, n'étaient pas reprises par la gauche comme ils l'auraient espéré. C'est donc sur la base d'une expérience concrète qu'ils marquent une défiance vis-à-vis de la gauche et que le courant qu'ils représentent s'accroît.

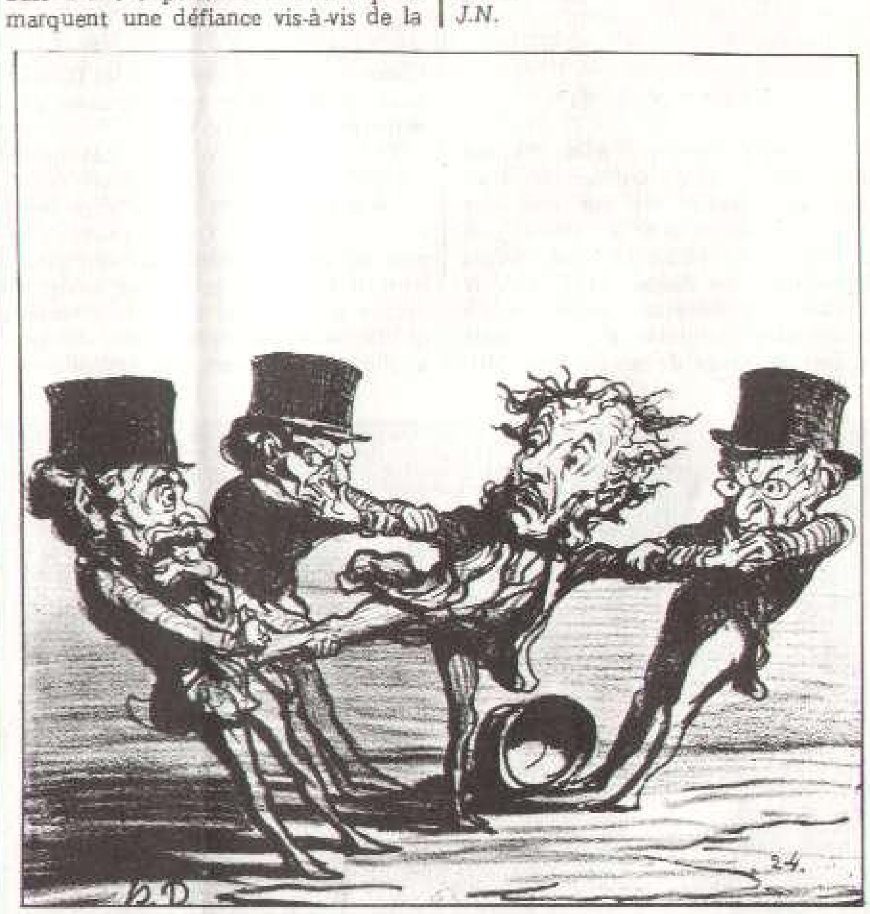
Des électeurs courtisés

Dans plusieurs dizaines de circonscriptions, où le score entre la droite et la gauche était très serré, le vote de ces électeurs était susceptible d'emporter la décision. Ils ont donc été soumis à toutes sortes de pressions de la part des partis qui prétendaient au pouvoir, comme parfois de la part du candidat pour qui ils avaient voté au premier tour et qui les a appelés à voter pour ces partis dont ils se défiaient pourtant.

L'analyse des résultats obtenus dans ces circonscriptions semble montrer que, dans bien des cas, ils ont tenté de résister à ces pressions et de refuser de servir de masse de manœuvre aux grands partis traditionnels.

Dans tous les cas, l'existence et la croissance d'un tel courant, même s'il ne se démarque que de façon temporaire et plus ou moins confuse, traduit une volonté croissante d'autonomie de la part des travailleurs à l'égard de la gauche comme de la droite.

J.N.



Déjà à la fin du 19e siècle, le caricaturiste révolutionnaire Daumier dénonçait les candidats bourgeois des différents bords qui se disputaient la voix de l'électeur.

Les résultats de l'UOPDP

En pourcentage, les candidats de l'UOPDP ont obtenu entre 0,13 et 1,13 % de voix, la moyenne se situant aux environs de 0,35 %. La moyenne en nombre de voix est de 240.

Pour une campagne d'une si brève durée (à peine plus d'un mois) sous un sigle nouveau, inconnu auparavant, sur des positions claires et dans un contexte où abondaient les pressions sur les travailleurs pour voter « utile », c'est-à-dire pour l'un ou l'autre des 4 grands partis bourgeois, ce résultat n'est pas négligeable.

Il donne aussi la mesure, sur ces bases prometteuses, de l'immense travail qui doit être fait pour unir et organiser, hors de l'influence des partis bourgeois, les ouvriers, les paysans et tous les travailleurs qui veulent en finir avec le capitalisme et aspirent au socialisme.

Candidats	Voix
AIN	
1e COTTON Jean-Pierre	234
2e GIORIA Jean-Claude	116
ALPES-MARITIMES	
3e CRISTOFARI Joël	207
BOUCHES-DU-RHONE	
4e MANDRILLE Henri	342
6e VANDRAMME Yves	244
7e BOSC J.J.	98
9e CASTAY Yves	366
10e AGUADO Richard	376
11e GOURC Jacques	133
CALVADOS	
1e COMPAGNON Béatrice	316
3e COUPEY Gérard	449
CHARENTES-MARITIMES	
1e BEY Michel	326
COTES-DU-NORD	
1e LEMEUR Michel	326
2e LECORRE Loïc	201
COTES-D'OR	
1e SALOMON Agnès	159
2e GARRIGUES	276
DOUBS	
1e ROY Jacques	207
2e QUERON Serge	259
DROME	
3e MARTIN Colette	204
FINISTERE	
1e GUIVARCH J.F	530
2e MOYSAN Fernand	175
4e CORRE Milliau	257
HAUTE-GARONNE	
4e DESACHY Cécile	222
GERS	
2e DESBARRAT Daniel	233
GIRONDE	
1e BORTHURY Bruno	113
4e CLUZAN Jean-Claude	475
ILLE-ET-VILAINE	
1e LAFORET J.M	423
2e LE CAM J.G	571
ISERE	
1e BALDACCI René	157
2e CHERHAL Jean	218
3e DUBARRY Michel	331
LOIRE	
1e FAUBERT Jacques	67
5e DUPUY J.L	123
LOIRE-ATLANTIQUE	
2e JAUNAS Dominique	181
3e KERVAREC Michel	192
LOIRET	
1e MERCY Paul	395
2e GAURANT Michel	351

Candidats	Voix
MARNE	
1e GIGERICH M.	207
2e THOMAS Johan	211
3e BLANCHEMANCHE J.L	184
MAINE-ET-LOIRE	
2e METIVIER Michel	548
4e PLISSON Bernard	546
MEURTHE-ET-MOSELLE	
1e LEBLANC M.T	177
7e ICETA Chrisitan	438
MORBIHAN	
5e LEGAL Romain	255
MOSELLE	
3e LAUX A.	343
4e GREGOIRE M.	489
6e BRUNE Pierre	271
NORD	
1e LEBLANC Marc	158
2e RENAHY Philippe	128
4e POLISINI Ivanna	183
7e GUILLERMAIN G.	258
8e WYCHOWANOK R.	233
OISE	
5e HILLAIRE Georges	556
1?e GRISEL Laurent	280
ORNE	
2e AUCLAIR Henri	381
PAS-DE-CALAIS	
5e COPPIN Henri	181
7e BONTE Jules	176
12e LACAZE Jacques	473
13e TAINMONT Michèle	124
PUY-DE-DOME	
PALJKOVIK J.M	298
PYRÉNÉES-ATLANTIQUES	
4e OCANA M.	407
1e BERIT-DEBAT	367
BAS-RHIN	
2e KOSMAN Frédéric	166
3e REISER Christian	352
HAUT-RHIN	
4e DENEUX Gérard	207
RHONE	
1e DELORME Claude	63
2e RUFFIER	116
3e LUBATO	68
6e DHENNEZEL Philippe	123
7e DE LICANT Josette	116
10e REY Bernard	251
11e ABRIAL Henri	213
12e PERCHOUX André	122
13e SCARAFIA Nathalie	210
4e DURAND	63

Candidats	Voix
SAVOIE	
3e GRANJON J.	191
SEINE-MARITIME	
2e CLOUARD Patrick	310
SOMME	
1e DEPECKER Jean	176
5e BOGAERT Denise	334
TERRITOIRE DE BELFORT	
1e RIGOULOT Nicole	78
VAUCLUSE	
3e JOLY Pierre	221
HAUTE-VIENNE	
2e RAULIN Emmanuel	293
3e HUBERT Christian	510
YONNE	
2e THOMAS Alain	515
SAONE-ET-LOIRE	
4e BENOIT Charles	281
5e PERRET Camille	343
HAUTE-SAONE	
CHATEL	392
VAL D'OISE	
1e BOEDART Pierre	234
SEINE-SAINT-DENIS	
1e BLANCHEMANCHE P.	255
2e CHEVET Yves	151
5e BERNARDINI F.	314
7e FERNANDEZ G.	118
PARIS	
2e MERIEUX Roland	63
10e PICHOT P.	82
12e REY Gilbert	59
13e JAUNAS Daniel	88
16e DUVERNE Sylvain	69
25e RENAHY J.H	70
27e LEBRUN Claude	78
28e DRUESNE André	81
29e BAUBY Pierre	100
30e CROHEM Colette	50
31e DOUZIL Simone	58
SEINE-ET-MARNE	
1e LANDRIN Luc	243
2e BAUDOIN Patrick	456
ESSONNE	
2e BERICHVILI Thierry	351
1e LEVY Jacques	275
3e GODEFROY Pierre	345
VAL-DE-MARNE	
1e PERRET Joël	167
3e RODRIGUEZ René	202
4e ROLLET Patrice	113
HAUTS-DE-SEINE	
1e RABOUTET Jean-Louis	120
4e PRAXELLE Guy	103
7e FREVAQUE Bernard	120
11e BALLAND Nicole	90



Les voix de l'UOPDP

Un potentiel pour l'action

Nous publions ici les commentaires de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne sur les résultats des notes en sa faveur. Ces commentaires ont été publiés dans l'édition No 850 de l'Humanité rouge quotidienne et dans l'édition No 658 du Quotidien du peuple datées des 18 et 19 mars 1978, dans les quatre pages prises en main par l'UOPDP et qui paraissent chaque semaine dans les deux quotidiens.

Les candidats de l'UOPDP ont obtenu à peu près 28 000 voix dans un peu moins de 120 circonscriptions. S'ils avaient été présents dans la France entière, c'est plus de 100 000 travailleurs, on peut l'affirmer valablement, qui auraient voté pour eux. Comment apprécier ce chiffre qui reste modeste bien sûr, et comment apprécier les perspectives qu'il dessine ?

Tout d'abord, il faut vien voir que la toise électorale est la plus truquée de toutes. Ce n'est sûrement pas aux scores des grands partis traditionnels qu'il faut comparer celui de l'UOPDP. Ils ont eu tout le loisir de mener une campagne à l'américaine dans laquelle le rôle prépondérant a été rempli par les moyens modernes d'information, radio, télévision, grande presse.

Ils ont cultivé le vedettariat et leurs chefs de file ont bénéficié de longues heures d'écoute à la radio et à la télévision. Par contre, nous n'avons eu, quant à nous, que 7 minutes en tout et pour tout, pour exposer nos positions en début de campagne et notre combat a été soit dissimulé, soit complètement déformé par la presse soit-disant d'information.

Les grands partis traditionnels et d'autres groupes n'ont également reculé devant aucune compromission, aucune démagogie, aucune promesse miraculeuse à valoir contre leur élection pour racoler un maximum de voix. L'attitude des candidats d l'UOPDP a été aux antipodes de celle-là. Dans des délais trop brefs puisqu'il a fallu dans le même temps former nos comités de l'UOPDP, faire connaître la plate-forme aux travailleurs, ils ont mené une campagne extrêmement claire, bannissant tout opportunisme, et tout électoralisme, n'hésitant pas à aller à contre-courant sur des questions extrêmement importantes, proposant la lutte là où les autres promettaient la lune.

Qui d'autre que nous a parlé au cours de ces élections de la réalité de la situation internationale, des risques de guerre, des dangers que représentent les superpuissances, de l'identité profonde de nature de classe des projets de la droite comme de la gauche ?

C'est tout cela qu'il faut avoir en tête pour apprécier nos résultats, la qualité et le poids réel des voix des travailleurs qui ont voté pour l'UOPDP alors que nous nous présentions pour la première fois.

Ces électeurs ont marqué leur accord avec une campagne qui se démarquait de la droite comme de la gauche de façon très claire. Ils représentent donc un potentiel sérieux sur lequel s'appuyer pour rallier d'autres travailleurs : ceux qui ont tenu, tout en refusant la droite, à marquer au premier tour leur défiance vis-à-vis de la gauche ; ceux très nombreux qui n'ont voté pour la gauche que parce qu'ils étaient mécontents de la droite et ne distinguaient pas encore d'autre alternative. Quant à nos frères immigrés, s'ils n'ont pas le droit de vote, ils ont pourtant largement participé à notre campagne.

Et si l'on regarde même les électeurs qui ont voté pour les candidats de l'UOPDP ne représentent-ils pas déjà une bonne base de départ ? Combien de quartiers populaires où les bureaux de vote ont enregistré 1 % ou plus, voire 6 % comme à Liévin. Combien de villes où ils représentent un potentiel cinq à dix fois plus nombreux que les seuls adhérents actuels. Combien de villes ou de villages où des électeurs ont voté pour nous alors que nous sommes peu ou pas présents.

S'attacher à rassembler ce potentiel d'action, voilà des perspectives bien concrètes qui ressortent dès maintenant de ces résultats.

Une nouvelle collection de E-100

La petite bibliothèque chinoise

Les Editions du Centenaire (E-100) viennent de sortir un nouveau livre, « *Histoire de la Chine moderne* ». C'est là le sixième volume traduit du chinois que sort E-100 depuis moins de deux ans, le sixième volume de la *petite bibliothèque chinoise*. Nous avons interviewé les responsables de E-100 sur cette nouvelle collection.

HR : Qu'est-ce que la petite bibliothèque chinoise ?

– E-100 : La petite bibliothèque chinoise vise à permettre l'accès du lecteur français à des textes parus récemment en Chine populaire, et donc à son immense patrimoine culturel. Ce travail se fait en plein accord avec les Editions de Pékin.

La traduction est assurée par nos soins. Bien sûr, c'est un gros travail, surtout que les traducteurs du chinois ne sont pas si nombreux.

Soit dit en passant : si certains de vos lecteurs savent le chinois et sont intéressés par la traduction, nous les invitons à se mettre en rapport avec nous...

HR : Quels livres avez-vous déjà publiés dans cette collection ?

– E-100 : En 1976, nous avons sorti simultanément « L'impérialisme aujourd'hui » et « Etudions l'économie politique ». Le succès a été immédiat : en moins de six mois, les 5 000 exemplaires de chacun de ces deux titres ont été épuisés. Nous les avons réédités. Nous avons également sorti « Sur le matérialisme dialectique » (épuisé), « Économie rurale en Chine », et « Histoire économique des grands pays capitalistes ».

HR : Bref, des livres théoriques, sur l'histoire, sur l'économie. Vous adressez-vous avant tout aux « spécialistes » ?

– E-100 : Absolument pas. En Chine, les livres que nous traduisons sont destinés à un public populaire, par exemple aux jeunes instruits qui vont s'installer à la campagne. D'où leur style simple. Mais la rigueur scientifique n'en est pas pour autant sacrifiée : chacun des textes est complété par de nombreuses annexes (documents, tableaux, photos, etc...). Nous voulons nous adresser nous aussi à un public large.

HR : Comptez-vous vous en tenir aux seuls domaines de l'histoire et de l'économie ?

– E-100 : C'est là, certes, l'orientation première de la petite bibliothèque chinoise Nous allons continuer dans cette voie en publiant, dans les prochains mois, des ouvrages sur l'URSS, sur Mao-Tse-toung, sur Chou-En-lai, sur le Mouvement communiste international. Mais nous comptons aussi ouvrir le champ de notre collection à d'autres domaines, en particulier à la littérature, avec la publication du grand roman de Hao Ran, « Les jours ensoleillés ».

HR : Une dernièrr question. « L'Histoire de la Chine moderne » coûte 42 F. N'est-ce pas un peu cher ?

– E-100 : Nous sommes bien conscients que cette somme est difficile à sortir pour des bourses modestes. Mais en France, l'édition est chère. Un livre de la même épaisseur - plus de 600 pages - publié chez un autre éditeur, coûte dans les 60 F au moins. Ceci dit, plus notre diffusion sera large, plus nos prix pourront être bas.

Toutes les personnes intéressées peuvent demander à être tenues régulièrement au courant des nouvelles parutions. Il suffit d'écrire à E-100.



LES AVENTURES DE GANICH...

ARRACHONS LES RACINES DU CAPITALISME !!!

DIS MOI GANICH QU'EST QUE C'EST LE PLAN BARRE, LE PROGRAMME-COMMUN, LE CAPITALISME??

KOÑO!

VOILÀ LE GENRE DE QUESTION QUE MON PETIT FILS ME POSA L'AUTRE JOUR. JE ME DEMANDAIS COMMENT LUI REPONDRE...

«ALORS ME VINT À L'IDÉE UNE HISTOIRE QUI M'ETAIT ARRIVÉ QUELQUE TEMPS AVANT !!

VOICI L'HISTOIRE EN QUESTION

J'AVAIS UN PETIT CHAMP, OU JE SEMAIS DU BLÉ POUR FAIRE MON PAIN...
JE ME RENDIS COMPTE QUE PARMI LE BLÉ, COMMENCAIT A...

POUSSER DES RONCES QUI PEU A PEU EN FINIRENT AVEC LE DERNIER EPI DE BLÉ !! ...

LES RONCES GRANDISSAIENT DE PLUS EN PLUS VITE.
ALORS INTRIGUÉ, JE RESTAIS UNE NUIT SUR LE CHAMP POUR VOIR CE QUI SE PASSAIT....

ET LÀ, CACHÉ DERRIÈRE UN ROCHER ---

...JE VIS UN GROS MONSIEUR...

«QUI ARROSAIT LES RONCES AVEC UNE ETRANGE POTION !!

PLAN BARRE

C'ETAIT Mr. BARRE, QUI VOULAIT M'ENFONCER D'AVANTAGE DANS LA MISERE, EN FAISANT GRANDIR CES RONCES DIABOLIQUES !!! ...

EN VOULANT ME FAIRE CRÈVER, M'EXPROPRIER DE MA TERRE, IL VOULAIT LA MORT DE TOUS LES PETITS PAYSANS COMME MOI POUR LAISSER LA TERRE

...ENTRE LES MAINS DES GROS PROPRIETAIRES !!

DES SPÉCULATEURS FONCIERS !!
DE TOUTE CETTE BANDE DE VOLEURS !!

... ALORS, JE ME MIS A REFLECHIR:
«COMMENT FAIRE POUR ELIMINER CES RONCES ??»

A CE MOMENT LÀ, ARRIVA UN CHARLATAN... AMBULANT

HO!

PROGRAMME COMMUN

NATIONALISATIONS

JE LUI EXPOSAIS MA SITUATION, ET MES PROBLEMES AVEC LES RONCES !...

TRANQUILLE !! J'AI LA SOLUTION A TOUS VOS PROBLÊMES !!! ...

MOI JE LUI FIS CONFIANCE !! CAR DANS LE TEMPS IL M'AVAIT DONNE UN REMÈDE POUR ME GUÉRIR UNE VACHE "LA CHARLOTTE" QU'ELLE S'APPELAIT !.
ET ÇA AVAIT. REUSSI TRÈS BIEN
OUI, TRÈS BIEN

ALORS, IL COMMENÇA A ME DEBALLER DES TAS DE CHOSES POUR TROUVER CELLES QUI CONVENAIENT LE MIEUX ...

JOURNÉES NATIONALES

TENEZ ! VOUS N'AVEZ QU'A FAUCHER LES RONCES, ET PUIS, REPANDRE UN PEU DE MON ENGRAIS "MIRACLE"

AUGMENTATIONS EN %

VOILA !... ET EN PRIME JE VOUS FAIS CADEAU DE CE MARTEAU ET DE CETTE FAUCILLE ROUILLÉS, DONT JE NE ME SERS PLUS !! IL YA LONGTEMPS

PLOF

CLING

JE ME MIS AUSSITÔT AU TRAVAIL ---

APRÈS DES JOURNÉES DE SUEUR, TOUT LE CHAMP ETAIT FAUCHÉ, PROPRE. PLUS UNE RONCE. MAIS JE NE ME RENDIS PAS COMPTE QU'AVEC CE SYSTHEME, LES RACINES DES RONCES ...ELLES ETAIENT TOUJOURS LÀ !!!
...ET UNE FOIS QUE JE MIS DESSUS LE PRODUIT MIRACLE DU "CHARLATAN".
ALORS ---

RACINES

LES RONCES REPOUSSERENT DE PLUS BELLE !!
MONSTRUEUSES !!
MAIS, CE QUI M'ETAIT ARRIVÉ A MOI, ---

--- ETAIT ARRIVÉ AUSSI AUX AUTRES PETITS PAYSANS. TOUS NOS CHAMPS ETAIENT COUVERTS DE RONCES
ALORS... PRIS DE COLÈRE NOUS DECIDAMES D'EMPLOYER LES GRANDS MOYENS !! ---

UNISSONS-NOUS

NOUS DEVONS ARRACHER !! LES RACINES DES RONCES C'EST A DIRE DU CAPITALISME !!!

MAIS C'EST LA REVOLUTION ! CE QUE DIT GANICH !

HOURRA !!

NOUS COMMENÇÂMES AUSSITOT A ARRACHER LES RACINES, A RETOURNER LA TERRE, A LABOURER TOUS NOS CHAMPS !!!
BIENTÔT LES RESULTATS FURENT ETONNANTS ---

PLOF !

NOTRE BLÉ POUSSA PLUS BEAU QUE JAMAIS, DANS CETTE TERRE QUI DESORMAIS ETAIT A NOUS !!...
A NOUS QUI LA TRAVAILLONS !..

FIN

CHINE

Un pays où la liberté règne pour le peuple

Annie BRUNEL

Mercredi 1er mars, Léon Chevalier, petit paysan, déclarait au cours de l'émission télévisée consacrée à l'UOPDP : *« Ce que nous voulons, ce sont les usines aux ouvriers, la terre à ceux qui la travaillent. C'est le socialisme. C'est une société radicalement nouvelle, dirigée par la classe ouvrière, où le peuple tout entier décide des grandes orientations du pays ».*

N'est-ce pas là, simplement exprimé, les aspirations les plus fondamentales de tous les travailleurs, de tous les exploités ? Mais dans la discussion vient bien souvent une réflexion désabusée : *« Oui, ce serait vraiment bien si c'était possible. Mais c'est du rêve ».*

L'assemblée nationale populaire.

Ce rêve de tous les exploités, de tous les opprimés du monde, il est pourtant aujourd'hui bien matérialisé, bien vivant en République populaire de Chine.

Là-bas, les ouvriers sont maîtres des usines, la terre appartient à l'immensité de ceux qui la travaillent, le peuple tout entier discute et décide les affaires de l'État.

En témoignent deux importantes manifestation politiques qui viennent de se dérouler à Pékin : la tenue de la 5e session de l'Assemblée populaire nationale – le Parlement chinois – qui a rassemblé 3 000 délégués et la réunion, pour la première fois depuis treize ans, de la conférence consultative du peuple chinois qui en a rassemblé près de 2 000.

A ces deux tribunes, ne siégeaient pas de parlementaires affairistes et véreux, de politiciens bourgeois semblables à ceux qui bavardent au Parlement français ; mais des ouvriers, des paysans aux mains calleuses, des travailleurs de tous les secteurs ; de simples gens représentant l'ensemble du peuple chinois, désignés par lui pour parler en son nom, après d'amples discussions à tous les niveaux, et notamment à celui de leur unité de travail.

Dans son rapport, le président Houa a insisté sur la nécessité de restaurer, consolider, développer partout l'esprit démocratique prolétarien impulsé par le président Mao. Un esprit qui enseigne et encourage à oser penser avec sa propre tête, à oser parler pour dire ce que l'on pense, à savoir faire des critiques et à en recevoir. C'est le sens même des enseignements du président Mao : *« Ne tais rien de ce que tu sais, ne garde rien pour toi de ce que tu as à dire », « Nul n'est coupable pour avoir parlé, c'est à celui qui écoute d'en faire son profit », « Il faut chercher la vérité dans les faits ».*

C'est là une réalité qui se situe aux antipodes de celle qui existe aujourd'hui en Union soviétique. Là-bas, une poignée de nouveaux bourgeois réduit le peuple en esclavage et au silence. La prison et l'asile psychiatrique attendent ceux qui se dressent contre l'exploitation et l'oppression.

Pourtant, par le passé, l'URSS était, comme la Chine aujourd'hui, un vrai pays socialiste où la liberté régnait pour le peuple.

Le Parti communiste chinois a beaucoup réfléchi à la tragique expérience qui a transformé l'URSS, premier État de dictature du prolétariat, en une prison pour la classe ouvrière et les peuples soviétiques. L'approfondissement de la lutte des classes qui se déroule en permanence en Chine sous la direction du Parti communiste chinois vise à empêcher une telle transformation.

En Chine, tous les travailleurs sont invités à participer au débat politique. Les cadres qu'ils désignent sont placés en permanence sous le contrôle des masses qui ont, individuellement comme collectivement, le droit de faire part de leurs critiques. Les cadres se retrouvent d'ailleurs impérativement aux côtés des travailleurs des usines et des champs pour participer avec eux au travail productif, enquêter pour recueillir leurs avis, expliquer la ligne du parti. Une des mesures issues de la Révolution culturelle a été l'allégement des effectifs des cadres permanents du parti et de l'État, la consigne donnée aux appareils administratifs de travailler « moins par notes écrites et téléphone et plus par discussions directes sur les lieux de production ».

Les quatre dirigeants destitués avaient voulu, en fait, dénaturer ces principes, tout en parlant abondamment de développer la dictature du prolétariat, ils entendaient en fait instaurer leur propre dictature, réactionnaire, sur le peuple. Leur style de vie s'écartait du style simple modeste et familier des plus hauts dirigeants de l'État instauré par Mao Tsé-toung. Leurs grands airs, leurs manières hautaines, arrogantes et autoritaires les écartaient du peuple. C'est pourquoi, l'écrasement de leurs manœuvres et complots pour s'assurer tout le pouvoir a été accueilli avec soulagement et enthousiasme par la masse des travailleurs.

Aujourd'hui, sous la ferme direction du président Houa et du Parti communiste chinois, les luttes se poursuivent pour que s'approfondisse la dictature du prolétariat en Chine qui réprime tous les agissements contre-révolutionnaires et signifie pour le peuple la plus large et la plus vraie démocratie.

Là-bas, les ouvriers sont les maîtres des usines

Pas de comparaison possible entre ce qui se passe dans les usines chinoises et françaises. C'est le jour et la nuit. Là-bas, pas de patrons, pas de cadences infernales, pas de centaines de morts par accidents du travail dues à la recherche du profit maximum, pas d'exploiteurs et pas d'exploités. Dirigée par son parti d'avant-garde, la classe ouvrière est son propre maître.

Comme la masse des ouvriers, les cadres d'une usine portent des bleus et travaillent régulièrement aux machines. Ils sont des responsables élus et révocables par les ouvriers de l'atelier ou de l'usine.

Les ouvriers discutent d'abord des candidatures des cadres puis les proposent au conseil dirigeant de l'usine qui les approuve. En cas de désaccord, on discute à nouveau jusqu'à ce qu'un accord soit trouvé.

Le matin, dans les ateliers, des petits groupes se forment autour du chef d'équipe pour discuter le plan de production de la journée. Toutes les questions peuvent être abordées concernant la production et les conditions de travail, les cadences, fixées en assemblée générale des ouvriers, et la sécurité. Le règlement intérieur, fixé aussi par l'assemblée des travailleurs, est souple mais doit être appliqué avec sérieux par tous, une fois décidé.

La fonction de « contremaître » chargé de veiller au grain des profits patronaux n'existe pas.

Par contre les ouvriers qu'on appelle « vétérans », c'est-à-dire les plus âgés et les plus expérimentés, communiquent leur savoir aux autres.

A la tête de l'usine, pas de patron. Sa gestion est administrée par un comité révolutionnaire sous le contrôle politique du parti et des travailleurs. Le comité lui aussi est élu par la base et approuvé par le comité de parti. Ce n'est qu'en cas de désaccord irréductible que, dans ce cas, la direction du parti prime.

C'est l'équipe des ouvriers réunis au grand complet qui discute de l'avancement et des échelons en fonction des critères suivants : conscience politique, ardeur au travail, ancienneté, qualification technique.

COMMUNES POPULAIRES

Une gestion démocratique

L'agriculture chinoise est encore principalement organisée sur la base des communes populaires regroupant en leur sein un nombre variable d'équipes de production. Qui décide de la répartition des revenus de la commune, du plan de travail, des investissements à réaliser ?

Il existe trois organes du pouvoir aux différents échelons : le congrès de la commune, le congrès de la brigade de production et l'assemblée générale des membres de l'équipe de production.

Les délégués au congrès sont élus après de sérieuses discussions collectives. Tous les membres de la commune ont le droit d'être élus à ces instances de décision. Dans l'intervalle de leurs sessions, des comités révolutionnaires également élus, exercent des fonctions de gestion.

Au début de chaque année, les comités révolutionnaires adoptent un projet de plan de production pour l'année. Ils tiennent compte pour cela des tâches tracées par l'État, des conditions concrètes de leur secteur et des besoins matériels de leurs membres.

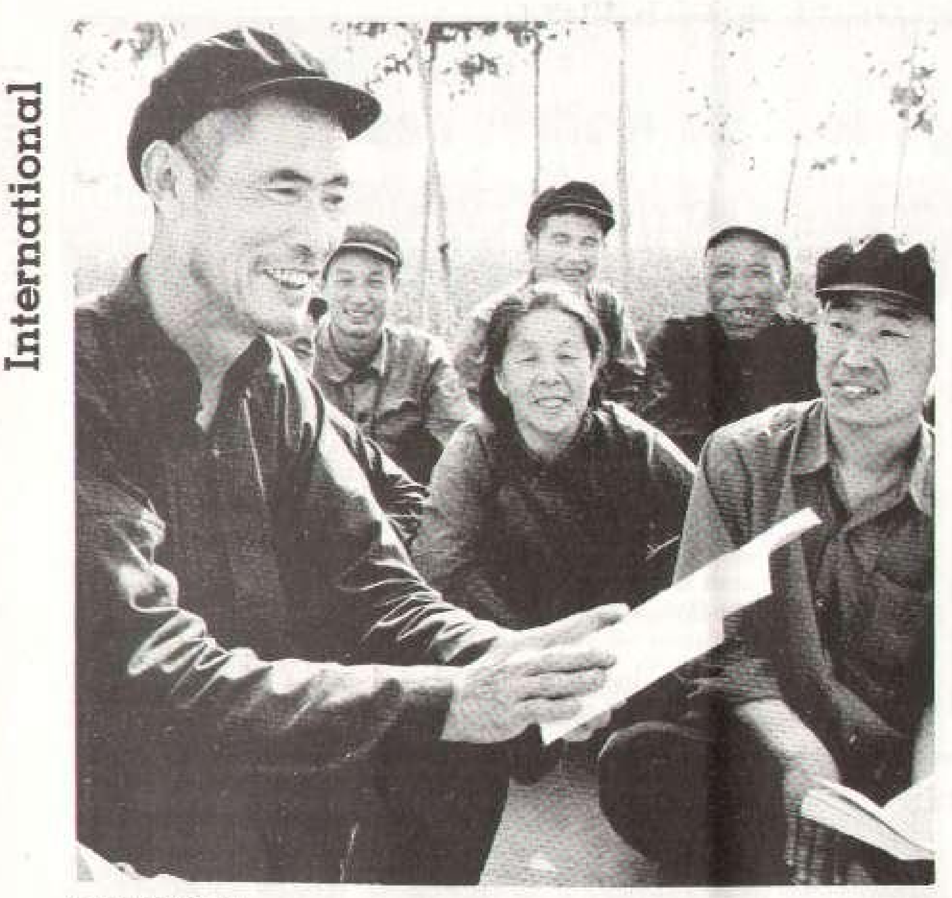


Dans les champs de Tatchai.

Une fois établi, ce projet est soumis à la discussion de tous et modifié selon les critiques et les suggestions rationnelles formulées par l'ensemble des membres. Les comptes concernant la répartititon des bénéfices et les dépenses doivent impérativement être portés à la connaissance des membres des équipes de production. Chacun a droit de discussion, de vote, de critique et de contrôle en ce qui concerne les affaires de sa propre collectivité. L'inviolabilité de ces droits est garantie par la constitution chinoise.

Voilà pour les droits politiques et économiques. Mais les paysans des communes populaires jouissent aussi des droits démocratiques de tout le peuple chinois : droit au travail, au bien-être, à la culture, à l'éducation, et aussi droit au repos et au loisir.





Etude collective.

Les anciens esclaves sont devenus les maîtres

La politique nationale de la République populaire de Chine assure des droits égaux aux diverses nationalités, dans la politique comme dans la vie sociale. La Chine est un pays multinational qui rassemble, à côté des Han qui forment 94 % de la population, 54 minorités nationales.

La constitution de la RPC prévoit formellement que « toutes les nationalités sont égales en droit. Toute discrimination et oppression à l'égard d'une nationalité sont interdites.»

Les travailleurs de toute nationalité minoritaire ont le droit d'administrer les affaires de l'État, quelle que soit son importance numérique et son degré de développement. Les minorités nationales ont toutes des députés pour les représentants à l'Assemblée populaire nationale. Il leur est reconnu le droit de s'organiser en région autonome qui jouit de droits particuliers pour décider des affaires de la nationalité.

C'est tout l'inverse de la politique adoptée par le gouvernement des monopoles français à l'égard des Bretons, des Basques, des Corses. En Chine, les ressortissants des minorités nationales vivent chez eux, assurés de pouvoir travailler sans être obligés de se déporter dans les villes ou à l'autre bout du pays.

Le respect de leurs langues, coutumes et croyances religieuses est garanti par la Constitution.

Les tribunaux populaires locaux sont par exemple obligés d'utiliser la langue de la minorité. Les éditions de toutes les grandes œuvres se font également dans ces langues. Une presse locale existe, de même que des émissions de radio et de télé.

Feng Cheng : un comité révolutionnaire de quartier

Le comité révolutionnaire de quartier représente, dans les villes chinoises, le pouvoir populaire de base. Le quartier de Feng Cheng, par exemple, l'un des plus célèbres de Pékin, s'étend sur un rectangle de 1,5 km carré et comprend environ 60 000 personnes.

Son comité révolutionnaire a été fondé en mars 1968, à la fin de la Révolution culturelle.

Ses 27 membres sont élus après de nombreuses consultations des travailleurs et habitants du quartier. Dix d'entre eux sont des cadres permanents, les 17 autres représentent les ouvriers, les travailleurs de la culture et de l'éducation... Travaillant parmi les masses du quartier, ils peuvent transmettre directement et rapidement leurs points de vue et opinions au comité révolutionnaire et contrôler son action. Seize de ses membres sont des femmes.

Il dirige entre autres 25 comités d'habitants représentant chacun environ 2000 personnes qui élisent les membres du comité.

Le comité révolutionnaire assume des tâches multiples : développement du bien-être des masses (crèches, jardins d'enfants, cantine), de la culture, de l'éducation et de l'hygiène publique, de la sécurité, de l'étude politique...

Un jour par semaine, les membres permanents du comité participent au travail manuel dans une unité de production du quartier. Le reste du temps ils s'attachent à réduire au minimum les tâches proprement administratives pour passer le maximum de temps à enquêter auprès des habitants et à discuter avec eux.

Le comité est un important canal de liaison du PCC avec les masses populaires. Les mesures et les orientations politiques du Parti sont ainsi rapidement et en permanence expliquées à tous. Ainsi chacun est à même de les appliquer à fond, spontanément et d'un commun effort.

Belgrade

La fin d'une légende

La Conférence de Belgrade, deuxième conférence dite de « sécurité en Europe » s'est terminée et le moins que l'on puisse dire, c'est que les illusions sur la détente qui étaient apparues après Helsinki en ont pris un sérieux coup dans l'aile. Jusqu'à la dernière semaine, on crut même que les délégués se sépareraient sans avoir signé de communiqué de clôture.

Finalement, et comme il fallait bien sauvegarder les apparences, c'est un texte présenté par le Danemark qui a fait l'unanimité. Il faut dire que ce texte qui se présente lui-même comme « court et sobre » a la particularité de ne rien dire et surtout de n'aborder aucun des problèmes fondamentaux sur lesquels aurait pu apparaître le plus petit désaccord. On n'y parle ni du contrôle des forces militaires ni des droits de l'homme. Dans un sens on peut dire que c'est une relative victoire pour Moscou, puisque tous les pays occidentaux ont capitulé sur la déclaration finale, à l'usure ; des pays non-alignés comme la Roumanie et la Yougoslavie ont seuls résisté jusqu'au dernier moment à l'URSS sur le problème du contrôle des armements.

Cette victoire cependant aura été acquise au prix d'un tel discrédit de la notion de détente qu'elle doit paraître bien amère aux maitres du Kremlin. En gros, on peut dire que la seule chose qui ressort de ces quatre mois de palabres est qu'on se retrouvera à nouveau dans deux ans à Madrid, pour à nouveau chercher vainement les manifestations concrètes d'une détente qui n'existe pas.

Ce que le social-impérialisme soviétique appelle la détente.



La comédie est finie

La comédie est finie et le rideau est tombé sur la scène du théâtre de Belgrade. Après quatre mois de représentation, les acteurs se sont séparés. Oh, la pièce aurait dû être belle, on nous l'avait annoncée à grand renfort de publicité : une nouvelle version d'Helsinki 76 sur fond de détente. C'était le mot-clef, « détente ». Les deux acteurs principaux disaient en faire une affaire personnelle.

Bien sûr, dès le début, certains avaient prédit que la pièce serait assez mauvaise et qu'elle n'était, en définitive, qu'une mauvaise farce destinée à leurrer les spectateurs. Ceux-là on les avait alors traités de rabat-joie, pensez donc, oser remettre en cause la détente et parler de danger de guerre quand tout le monde baignait dans l'euphorie.

Aujourd'hui, la pièce est terminée, les acteurs sont tristes. On est bien loin, au bout du compte, des grandes espérances du début et bien obligé de se dire que nous n'avions pas tout à fait tort quand nous disions, il y a un an de cela, le 9 mars 1977, dans l'Humanité rouge quotidien, que Belgrade serait un échec.

LES MOTS ET LA RÉALITÉ

En même temps que se terminait la Conférence de Belgrade qui devait normalement sanctionner des progrès dans le domaine de la détente et des droits de l'homme, on pouvait relever parmi d'autres deux informations :

— Plusieurs dizaines de milliers de soldats cubains, encadrés par des généraux soviétiques, débarquaient en Éthiopie et, au nom de « l'internationalisme prolétarien », bombardaient au napalm, les patriotes somaliens et érythréens.

— A Moscou, Wladimir Klébanov, animateur du projet de « syndicat ouvrier libre » vient d'être hospitalisé dans un asile psychiatrique pour avoir fait preuve d'un « amour anormal de la justice ». Cinq autres membres signataires de l'appel pour la constitution du syndicat ont été arrêtés et l'on est sans nouvelles d'eux.

Ceci se passait pendant qu'à Belgrade, Moscou imposait aux trente-quatre autres pays présents de faire le silence sur la question des droits de l'homme.

Serge FOREST

• Liban
Offensive sioniste sans précédent

Prenant prétexte de la présence de réfugiés palestiniens au Sud-Liban, Israël a déclenché une opération d'envergure sans précédent depuis la guerre d'Octobre 1973.

30 000 hommes, appuyés par l'aviation, des colonnes blindées et la marine, sont entrés en territoire libanais. Présentée à l'origine comme destinée à établir un cordon de sécurité de 10 km de large, cette agression vise maintenant à l'occupation de tout le sud du Liban.

«*La logique et la dynamique de toute l'opération militaire* », c'est ainsi que le commandement israélien tente de justifier le fait que les 10 km initialement annoncés sont d'ores et déjà largement dépassés. En s'attaquant à Tyr, les Israéliens ont nettement démontré ce qu'ils visaient : l'occupation de tout le Sud-Liban. Les bombardements sauvages au napalm sur les villages libanais et les camps de réfugiés palestiniens qui ont marqué tout le long cette agression, en obligeant les paysans à laisser leurs champs pour chercher refuge à Beyrouth, les réfugiés palestiniens à reprendre une vie d'errance qui dure depuis trente ans, n'avaient, eux, pour but que de « faire place nette ». Ces populations auraient dérangé ceux qui se voient déjà là chez eux.

Un problème cependant pour l'armée sioniste. De son propre aveu, et malgré des communiqués de victoires pompeux, la progression est beaucoup plus difficile que prévue. Dans un terrain accidenté, semblable à celui qui fut si néfaste à l'armée colonialiste française dans les Aurès, la Résistance palestinienne, loin d'être en déroute, s'est rapidement organisée en unités de guérilla.

D'après un porte-parole palestinien, les pertes israéliennes sont trois fois plus importantes que celles des combattants palestiniens et dépassent déjà celles de la guerre de 1967.

Au même moment, de nombreuses manifestations se déclenchaient dans les territoires occupés pour protester contre l'agression sioniste. A Gaza, à Naplouse, à Ramallah et dans toutes les grandes villes de Cisjordanie, des jeunes Arabes s'en sont pris aux véhicules militaires israéliens, dressant des barricades et les lapidant à coups de pierres.

Le dimanche 19 mars, on apprenait que le Conseil de sécurité des Nations Unies s'était prononcé, la Chine s'étant abstenue, sur l'envoi au Sud-Liban d'une force de sécurité composée de 4 000 Casques bleus. Le rôle imparti à cette force doit être, en principe, de « faire respecter les frontières et l'intégrité territoriale » du Liban.

En fait, cette initiative, même si elle prévoit le retrait total des troupes israéliennes sur leurs frontières, est en fait un marchandage qui s'effectue sous la pression militaire de Jérusalem et qui ne saurait en rien régler le problème. Il s'agit en fait d'une limitation de la souveraineté nationale du Liban qui prévoit, en particulier, que les combattants palestiniens n'auront plus accès au sud du Liban. Cela revient à faire faire par l'ONU ce que les sionistes étaient venus faire eux-mêmes.

La réaction de l'OLP a d'ailleurs été immédiate. A ce diktat, la Résistance palestinienne a répondu en disant : « *Que l'on ne compte pas sur nous pour que nous donnions notre aval à une telle décision tant que notre peuple demeurera dispersé et nos droits bafoués* ».

E.L.G.

Du côté des bouchers

Au moment même ou Israël envoyait ses F 105 et ses mirages bombardiers au napalm et avec des bombes à fragmentation, les villages libanais et les camps de réfugiés palestiniens, les politiciens français, en pleine campagne électorale, rivalisaient dans l'odieux.

La majorité et les groupuscules fascistes organisaient une manifestation contre les « crimes » des Palestiniens, Soisson allant jusqu'à demander la fermeture du bureau de l'OLP à Paris.

Le PS, sioniste par tradition, ne voulait pas être en reste auprès de son électorat, rappelant qu'il avait *« toujours manifesté sa sympathie pour l'État et le peuple d'Israël »*.

Après le passage des sionistes.



Tunisie : après le coup de force contre l'UGTT
Les travailleurs ne sauraient se soumettre

Depuis le 26 janvier, jour où les affrontements violents entre travailleurs et forces de répression envoyées pour briser les manifestations ont fait des dizaines de morts, dans les rangs du peuple tunisien, depuis ce jour là, une partie des dirigeants de l'UGTT (le tiers environ) est en prison, ainsi que de nombreux militants de la centrale syndicale.

Depuis, le gouvernement a monté de toutes pièces un soi-disant congrès extraordinaire qui a modifié les statuts pour soumettre le syndicat aux ordres du pouvoir, ainsi par exemple le secrétaire général n'est plus élu, mais désigné par le comité exécutif !

La question de fond, qui divisait le gouvernement lui-même au point que plusieurs ministres avaient démissionné a connu une réponse sanglante qu'aucun discours, aucun congrès fantoche ne saurait effacer. Le sinistre gouvernement Nouira en gardera la marque devant l'histoire !

Mais les choses sont-elles pour autant réglées ? Non, bien sûr !

Si le peuple tunisien se retrouvait aussi massivement (plus d'un demi-million d'adhérents) dans le syndicat, c'est que celui-ci soutenait de plus en plus les luttes menées par les travailleurs pour des revendications économiques, pour les libertés démocratiques dont ils étaient privés. C'est que l'UGTT avait engagé la lutte contre les « *lois d'avril* » qui ouvraient les portes de la Tunisie à la mainmise étrangère.

S'il en était ainsi, c'est que le régime n'a en rien satisfait les aspirations nationales du peuple tunisien. Il n'a pas conduit le pays sur une voie de développement propre à renforcer son indépendance et à améliorer la situation de son peuple. Au contraire, il a cherché la solution aux problèmes dans « *l'aide* » des pays impérialistes, et il a en fait ouvert le pays au pillage de ces derniers.

Alors le problème reste entier. Les divisions demeurent au sein même de la classe dirigeante : les démissions ne les ont pas fait disparaître !

Et les travailleurs ne sauraient se soumettre : l'histoire de la Tunisie le montre, celle de l'UGTT en particulier.

C'est justement dans la lutte anti-colonialiste qu'elle est née : en rupture avec la CGTT branche de la CGT française en Tunisie.

Les dirigeants de la CGT voulaient qu'elle se borne à des revendications économiques et refusaient qu'elle prenne en compte les aspirations nationales du peuple tunisien qui, du coup, se reconnut tout à fait dans la direction de l'UGTT. La direction de la CGT (avec Jouhaux à l'époque) monta un autre syndicat, l'USTT, qui fit totalement faillite, et s'opposa à l'adhésion à la FSM de l'UGTT qui fut amenée à se lier à la CISL.

A l'époque où le vieux Destour ne réclamait qu'un peu plus de représentation et d'autonomie à la Tunisie, c'est l'UGTT qui, reflétant l'aspiration du peuple à la lutte résolue (notamment armée) pour l'indépendance, provoqua le changement du vieux parti en Néo-Destour.

Ce dernier par une opération montée de l'extérieur et de l'intérieur prit en 1956-1957 le contrôle du syndicat. Depuis l'histoire de l'UGTT est une suite d'unions, scissions entre intérêts représentés par l'UGTT et le Destour, de luttes entre la volonté d'indépendance du syndicat et le contrôle du parti. Cette année s'est renouvelée l'opération de 1956.

Mais qu'en résulte-t-il pour les forces qui l'ont fomentée ? En sortent-elles renforcées ?

Non, au contraire : la fraction la plus réactionnaire de la bourgeoisie tunisienne se trouve encore plus isolée et ne peut guère que s'appuyer à l'extérieur sur l'impérialisme. Elle s'isolera donc toujours plus en s'enfonçant dans une politique antinationale de plus en plus marquée.

Mais l'attaque sanglante contre le peuple tunisien est un coup dur. Elle a affaibli le niveau d'organisation, face à leurs ennemis, des travailleurs et de tous les patriotes tunisiens. La lutte qu'ils ont à mener pour reconquérir leur organisation autonome est une lutte difficile. Il faut soutenir cette lutte, dénoncer le congrès fantoche et soutenir la seule UGTT légitime : celle du 14 e congrès et du Conseil national de janvier.



Le pain, la liberté !

Sur la base des orientations du 14e congrès de l'UGTT et des fermes décisions prises par son conseil national de début janvier, notamment sur la question des rapports avec le gouvernement et le Destour, s'organise en France le soutien à l'UGTT :

– Comités de défense regroupant les travailleurs tunisiens immigrés.

– Collectif de mouvement et personnalités pour dénoncer le congrès fantoche. CGT, CFDT, FO, CISL ont donné leur accord.

Diverses personnalités, militants ont signé des appels publiés dans la presse. D'autres collectifs regroupant diverses organisations ont également organisé des meetings et manifestations.

*Le Destour ou parti socialiste destourien : le parti de Bourguiba, parti unique en Tunisie.
*USTT : Union syndicale des travailleurs tunisiens.
*CISL : Confédération internationale des syndicats libres.
*FSM : Fédération syndicale mondiale.

FOYER DES EPINETTES (PARIS 17E)

«Nous refuserons la fermeture»

Pour la deuxième fois au moins, le foyer de jeunes délinquants des « Épinettes » dans le 17e arrondissement de Paris est menacé de fermeture. L'histoire de ce foyer c'est l'histoire de la lutte de dizaines de jeunes mal à l'aise dans cette société qui en a fait des « cas sociaux », c'est la lutte aussi de nombreux éducateurs qui refusent de jouer le rôle que le gouvernement leur a confié.

Porte de Clichy, le plus grand foyer de la région parisienne a été fondé par un jésuite, le père Jaouen.

La fermeture de 1971

Pour Jaouen, *« le délinquant est un raté qui restera un raté quoiqu'on fasse pour lui. Le seul service qu'on puisse lui rendre, c'est de l'empêcher de faire trop de conneries et d'empêcher que ces conneries le fassent retomber dans les mains de la police et de la justice, jusqu'à ce qu'il soit stabilisé ».*

Pour le stabiliser, il faut l'obliger par tous les moyens à aller travailler, dans n'importe quel boulot à n'importe quel prix.

Cette politique de stabilisation ne portera pas ses fruits. La « stabilisation » ne se fait pas. En février 1971, à la suite d'une provocation policière des incidents se produisent à la porte du foyer. Les gardes mobiles interviennent pour remettre « l'ordre ». Ils détruisent tout à l'intérieur du centre, poursuivent les jeunes dans les couloirs et matraquent à tour de bras.

Bientôt, le jésuite Jaouen est démis de ses fonctions. Peu de temps aprés entre en scène Boudet. Boudet est l'enfant chéri de l'éducation surveillée, à la fois directeur des Epinettes, directeur départemental de l'éducation surveillée des Hauts-de-Seine et membre du syndicat national de l'éducation surveillée, par ailleurs ami de Lecanuet.

En juin 1971, il ferme le foyer : licenciement de tout le personnel et les jeunes mis à la porte avec 200

(Suite page 20)



Jeune délinquant ramassé par la police à la gare Saint-Lazare : comment sortir de l'engrenage?

Si la bourgeoisie a créé et entretient des centres pour délinquants, ce n'est pas par charité, ni par humanisme.

Il faut bien voir tout d'abord que c'est la société capitaliste elle-même qui produit la délinquance, comme elle produit le chômage et d'autres maux.

Les délinquants sont des fils de travailleurs, de prolétaires, immigrés en grand nombre. Il y a dans leur attitude une profonde révolte contre le système, la société, qui leur fait des conditions de vie misérables et les a placés dans une situation où naît tout naturellement la délinquance.

La création de foyers a tout d'abord pour but de cacher cette plaie du système. Les jeunes sont aussi moins dangereux pour le capitalisme dans les foyers qu'à l'extérieur. Enfin, la mission officielle des éducateurs est d'annihiler leur révolte et d'en faire des travailleurs rentables pour un patron, de les reclasser dans le système. Nombreux sont les éducateurs qui refusent de jouer ce rôle.

Aujourd'hui, dans la majeure partie des cas, les jeunes qui passent par les foyers n'en sortent ni « reclassés » dans le système, ni « rentables ». Le but n'est pas atteint. Souvent même, les jeunes ressortent plus révoltés que quand ils sont entrés.

Alors quand pour la bourgeoisie, une institution n'est pas rentable, on ferme ou on restructure. C'est ce qui se passe aux Épinettes. Ce qui dirige cette politique, ce n'est bien sûr pas l'intérêt des jeunes des foyers, mais les profits économiques et politiques que peut en tirer la bourgeoisie.

Qu'ils le veuillent ou non,

Là où il y a oppression, il y a révolte !

« Lutter, faire la révolution, c'est bien beau tout ça, moi je ne suis pas contre, mais regarde les gens, autour de toi, ils ne bougent pas, ils sont pris dans le système..., il y en a même qui votent Chirac ».

A l'atelier, c'est souvent que l'on entend ce genre d'objections, exprimant le doute à l'égard des perspectives que nous traçons pour en finir avec l'exploitation capitaliste. Ces objections, on ne peut pas dire qu'elles soient sans aucun fondement. En effet, le poids du système il est bien réel. Non seulement, le capitalisme transforme le travail en asservissement qui use les nerfs, épuise le corps et vide la tête par l'impitoyable monotonie des cadences, mais en plus, les exploiteurs utilisent tout un arsenal de propagande qui va de la télé au tiercé en passant par l'école, pour obscurcir, empoisonner la conscience des travailleurs. Le racisme, l'individualisme, l'esprit de soumission, le sentiment d'infériorité vis-à-vis de la bourgeoisie et de ses grands hommes, qu'ils soient PDG ou députés, voilà le carcan d'idées dans lequel, quotidiennement, les exploiteurs essaient d'enfermer la classe ouvrière pour l'empêcher de lutter. Pire, la bourgeoisie a fait complètement dégénérer le parti qui représentait les aspirations révolutionnaires de tous les exploités.

Le PCF qui, par delà les erreurs, fut pendant tant d'années l'organisateur du combat de classe pour le socialisme est devenu lui aussi un parti bourgeois. La dégénérescence de ce parti a désorganisé les travailleurs, a entrainé le triomphe momentané de la collaboration de classe dans le mouvement syndical, a renforcé l'influence des idées bourgeoises au sein de la classe ouvrière. Des phénomènes analogues se sont produits dans presque tous les pays d'Europe occidentale et aux Etats-Unis, mais aussi dans de nombreux pays autrefois socialistes, dont les peuples sont aujourd'hui soumis à la pire répression comme c'est le cas dans l'URSS de Brejnev.

Et pourtant de Pologne et d'URSS nous parviennent les échos (certes amoindris et déformés) de la lutte indépendante menée par la classe ouvrière contre ses nouveaux exploiteurs (création de syndicats libres).

Et pourtant, depuis bientôt trois mois et demi, les mineurs se battent aux premières lignes de la classe ouvrière américaine, si souvent présentée comme embourgeoisée, intégrée. Ils se battent pour faire respecter le droit de grève et les avantages acquis en matière d'assurance médicale, ceci contre toutes les pressions et les violences criminelles des capitalistes, contre les trahisons des chefs syndicaux. Et ce ne sont pas seulement les mineurs américains, mais aussi les dockers, les ouvriers du Livre et les métallurgistes en République fédérale allemande. Vous savez la RFA dont les patrons ont longtemps parlé comme d'un paradis de la paix sociale.

Et pourtant, en pleine « trève des confiseurs », les Bibs se lançaient dans la lutte spontanément et comme un seul homme, faisait vaciller un siècle de domination paternaliste de la dynastie Michelin.

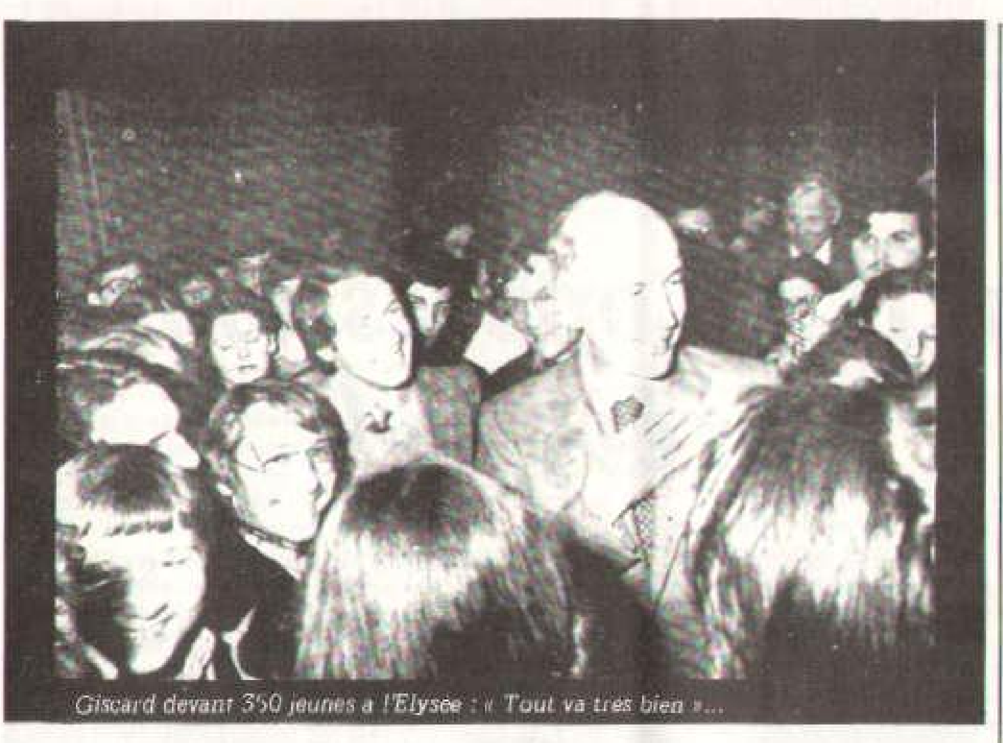
Et pourtant, malgré toute la démobilisation électoraliste de ces derniers mois, les luttes n'ont pas cessé : occupation d'usines, piquets de grève, séquestrations.

Fait plus révélateur encore, à trois semaines des élections législatives, les employés communaux de la mairie de Saint-Denis se mettaient en grève contre leurs patrons, les élus PCF. Dans des assemblées générales organisées par leur syndicat CGT, ils dénonçaient vigoureusement ces « communistes » qui n'hésitent pas à licencier les travailleurs (les dirigeants locaux du PCF allèrent même jusqu'à accuser le syndicat CGT d'organiser une grève anticommuniste, une grève qui fait le jeu de la droite !).

C'est sur de tels faits, qu'aucun discours sur la fin de la lutte de classe ne peut estomper, que se fonde notre confiance inébranlable dans les capacités révolutionnaires de la classe ouvrière.

Il est possible de tromper un temps les travailleurs, mais finalement ceux-ci se dressent inévitablement dans la lutte contre l'exploitation. *Là où il y a oppression, il y a révolte.*

Pierre MARCEAU


Giscard devant 350 jeunes à l'Elysée : « Tout va très bien »...

(Suite de la page 18)
francs en poche, pas de logement et pour la plupart, pas de famille ni de travail...

Après cette liquidation, Boudet a les mains libres. Il peut réouvrir le centre, avec un personnel qu'il choisit et des jeunes qu'il choisit aussi. Il s'assure un pouvoir personnel sur toute la vie du foyer, c'est lui qui contrôle tout : la vie des gars, mais aussi le moindre bout de savon, le moindre sou.

Il se retrouvera en fin de compte accusé de détournements de fonds et de cumul de fonction. En août 1976, Boudet part en vacances... et ne revient pas...

La fermeture pour 1978 ?

Entre temps, en 1976, également, s'est créée une section syndicale CFDT parmi les éducateurs qui posent aussi bien le problème de leurs conditions de travail et de salaire que du rôle que l'on veut leur faire jouer. Ils définissent un projet éducatif qui a pour but d'aider les jeunes et non pas d'en faire une main d'œuvre récupérée et à bon marché.

La nouvelle direction qui remplace Boudet fait mine d'accepter ce projet éducatif. Les promesses pleuvent. Mais bien vite, un certain nombre de faits inquiètent plusieurs éducateurs. On n'admet plus de nouveaux jeunes au foyer. Certains sont incités à partir. La direction décourage plusieurs éducateurs qui partent. Elle divise l'ensemble du personnel et monte les gens les uns contre les autres. Elle essaie de gagner par des promesses individulelles un certain nombre de syndiqués. Non seulement aucune des réformes annoncée ne vient, mais encore, au début de cette année, un éducateur est licencié : son attitude et ses méthodes ne plaisaient pas.

Et la section CFDT a alors vent d'un projet encore gardé secret : la fermeture du foyer, peu à peu et en douceur, pour y mettre à la place un centre de la CATS (Centre d'accueil temporaire, lié au Ministère de la Justice).

C'est ainsi que le conseiller technique de Prijent, le nouveau directeur des Épinettes, c'est Guedj, directeur de la CATS. Le collègue de Guedj, Fournier, a été le réalisateur d'une opération identique dans un foyer pour filles. Ils auraient été placés aux Épinettes pour réaliser la même opération avec ce foyer de garçons.

Cela voudrait dire non seulement mise à la porte de tous les jeunes qui sont encore là (et qui préféreraient rester là plutôt que de se retrouver à la rue ou casés n'importe où) mais aussi mise à la porte de l'ensemble du personnel, car si les « Épinettes » deviennent un centre de la CATS, l'encadrement sera composé de fonctionnaires ayant une autre qualification professionnelle.

Les jeunes et des éducateurs discutent de tout cela en ce moment et sauront se montrer unis face à la direction et au gouvernement le moment venu.

Philippe LECLERQ

UNE TRENTAINE DE JEUNES, 80% D'IMMIGRES

Les Epinettes, dans le 17e arrondissement de Paris, accueille des jeunes de 16 à 18 ans, en semi-liberté, en « milieu ouvert ». Ils disposent là d'une chambre, d'un repas dans le restaurant ouvert aussi à des gens de l'extérieur.

Ces jeunes ont commis de petits délits, de petits vols dans les magasins. Ils sont passés devant le juge pour enfants. 70 à 80% d'entre eux sont des immigrés.

dans la journée, certains travaillent, ils sont le plus souvent stagiaires au titre du plan Barre (les stages-Barre) ou employés par des maisons d'intérim qui téléphonent régulièrement au foyer. D'autres, cherchent du travail (beaucoup ont des problèmes de papiers) ou participent aux activités organisées par les éducateurs.

Construit un peu à l'écart des habitations, entouré d'une sorte de no man's land, le foyer des Épinettes est le seul foyer de la région parisienne qui ne soit pas encore passé totalement aux mains de l'État. C'est un foyer privé, une association selon la loi de 1901, gérée avec des fonds de l'État.

Il comporte 110 chambres, mais n'accueille plus aujourd'hui qu'une trentaine de gars.

L'EXCLUSION DE LA FEDERATION « FAMILLE RURALE » D'ILLE ET VILAINE

Une pierre qui leur retombera sur les pieds

La Famille rurale (FR) est une organisation très active dans le monde rural en Ille-et-Vilaine. A la fin de l'année dernière la Fédération d'Ille-et-Vilaine a été exclue de la CNFR (Confédération nationale de la famille rurale) et elle a organisé plusieurs réunions pour expliquer à ses adhérents, mais aussi à toutes les personnes et groupes intéressés, ce qui s'est passé. Nous avons rencontré des militantes actives de la Fédération d'Ille-et-Vilaine avec lesquelles nous avons rédigé l'article suivant.

La Famille rurale fait partie de ces nombreuses organisations familiales qui se sont développées dans les années 45 pour aider l'État bourgeois à reconstruire un système très durement éprouvé par la guerre.

Ce sont ces organisations qui développèrent les idées nationalistes pour repeupler un pays démembré par la guerre 39-45.

Plus tard, dans les années 60, ce sont elles encore qui développèrent le « *mouvement pavillonnaire* » (idéologie « *à chacun son petit pavillon* ») en étroite liaison avec l'idée de la « *modernisation du milieu rural* », largement répandue par les « syndicats » officiels FNSEA et CDJA, et qui devait signifier la mort de nombreuses petites exploitations et l'exode rural.


Manifestation organisée par la famille rurale pour exiger la gratuité des transports.

Un courant de contestation et de lutte

Dans les années 70, la contestation s'organise, en particulier dans la fédération d'Ille-et-Vilaine.

L'orientation de la CNFR est sans ambiguïté, comme le rappelait récemment son président : « *Nous voulons surtout maintenir cet esprit communautaire de nos villages où nous rencontrons des familles de classes socio-professionnelles différentes, avec des niveaux de revenus différents. Cet esprit communautaire nécessaire est le fondement de notre action et nous voulons éviter que notre action se situe au niveau de la lutte des classes* » !!!

Face à cette orientation, un autre courant s'affirme de plus en plus, qui veut faire de la Famille rurale un *syndicat d'expression et d'action* au service des familles les plus démunies.

Ce courant prendra une existence officielle avec l'élection à la présidence de la Fédération d'Ille-et-Vilaine, d'une agricultrice soutenue par toute une équipe sur une orientation de lutte. Dès lors, la Famille rurale va prendre position et s'*engager fermement dans toutes les luttes* que mènent les travailleurs dans les bourgs et dans les campagnes pour arracher des conditions de vie décentes.

Par exemple, une des premières actions marquantes de la nouvelle équipe fut de regrouper une trentaine de jeunes chômeuses à Montfort-sur-Meu (gros bourg au nord-ouest de Rennes) pour favoriser leur prise de conscience, et surtout pour rompre leur isolement.

Dans l'action

Mais la première action d'ampleur fut le soutien apporté aux ouvriers de la laiterie Préval à Marcille-Raoul (30 km au nord de Rennes) en 1973, en lutte contre leur licenciement. A cette occasion, la FR fit un gros travail d'explication et de mobilisation auprès de la population locale sur la nécessité de soutenir les ouvriers en lutte pour leur emploi. C'est d'ailleurs à partir de cette action que les problèmes ont véritablement commencé avec la CNFR.

Plus récemment, (en 1976), ce fut la mobilisation de 3 500 familles pour exiger la *gratuité du transport scolaire*. Le problème des transports scolaires se pose en effet avec acuité pour de nombreuses familles populaires en Ille-et-Vilaine : fermeture systématique des petites écoles de campagne, manque d'internat dans de nombreux collèges ce qui oblige les jeunes élèves à prendre le car de ramassage très tôt le matin (parfois avant 7 h) pour rentrer tard le soir (18-19 h) sans compter qu'à cette époque le prix des transports scolaires avait augmenté seulement de... 100 % !

Aussi, de nombreuses familles participèrent à l'action (pétitions, grève d'achat du timbre, manifesta-



tion...) : par exemple à Bruz (gros bourg à côté de Rennes) c'est une centaine de personnes qui se réunissaient toutes les semaines pour discuter de l'action ; de même à Louvigné-du-Désert, (au nord-est du département), c'est plus de 150 personnes qui se sont réunies en plein mois d'août pour riposter aux sermons des curés (c'est une région où les écoles privées ont une grande place) qui appelaient les familles à rentrer dans le rang : réunion qui fut un succès puisque un tiers seulement des familles du coin ont payé leur timbre... Cette lutte fut aussi remarquable par la participation des jeunes (surtout organisés au MRJC) qui furent bien souvent les éléments dynamisants de l'action. Elle reçut dès le début, le soutien du syndicat Paysan-Travailleur ainsi que celui de certains enseignants (surtout du SGEN-CFDT).

Une implantation populaire

Pour la fédération d'Ille-et-Vilaine de la FR le monde rural n'est pas « global» comme le prétend la CNFR : il y a des classes sociales et ce sont les besoins des familles les plus démunies qu'il faut d'abord satisfaire en les déterminant avec elles et en s'organisant avec elles. En particulier, c'est pour favoriser l'expression la plus large de toutes ces familles, et également leur formation, qu'elle organise de nombreuses réunions sur des thèmes divers :

— Les loisirs : ruches (problèmes de garde des enfants) ; formation des jeunes (à ce propos, les stages régionaux organisés par les fédérations de l'Ouest n'ont jamais été admis par la CNFR...)
— La contraception
— Les retraités
— La réforme Haby, les dossiers scolaires.

Par exemple, depuis septembre 1977, la FR a organisé plusieurs réunions sur l'école (Chantepie, Bruz, la Guerche, Romille...) auxquelles ont participé des militants du SGEN-CFDT. A ces réunions, les personnes présentes sont souvent des petits paysans ou des travailleurs habitant la campagne. Ce sont donc les couches populaires, souvent difficiles à atteindre dans l'école et même dans les syndicats, qui ont été touchées lors de ces réunions où la discussion est toujours allée très loin : c'est l'école capitaliste qui est remise en cause, et parfois même tout le système capitaliste.

Par ailleurs, la FR d'Ille-et-Vilaine a fait de nombreuses enquêtes (par exemple sur les apprentis) pour prouver que ses critiques du système capitaliste sont solides et fondées.

L'exclusion

Il est évident qu'une orientation clairement affirmée de lutte de classe ne pouvait qu'inquiéter la CNFR dont l'objectif capital est la collaboration entre les exploiteurs et les exploités, entre les gros et les petits.

Dès lors, on ne s'étonnera pas qu'elle ait voulu exclure une fédération considérée comme un membre malsain, susceptible de contaminer les autres membres.

Cette basse besogne lui fut facilitée par un pharmacien dénommé Cazel qui s'était chargé, à la fin de l'année 1977, de reconstituer une fédération fantôme sur les bases de la CNFR. Depuis lors, la MSA (Mutualité sociale agricole) a coupé les fonds à la fédération d'Ille-et-Vilaine, ce qui va lui causer de sérieux problèmes.

Les fédérations de l'Ouest solidaires

La bataille n'est pas gagnée pour la CNFR. En effet, la Fédération d'Ille-et-Vilaine est soutenue par les autres fédérations de l'Ouest qui pensent de plus en plus qu'elle a su montrer le chemin à suivre. D'ailleurs, les autres fédérations de l'Ouest ont mené également la lutte pour la gratuité du transport scolaire.

Nous pouvons déjà être assurés que la CNFR ne pourra ressortir qu'affaiblie de tous ces événements et que la conception d'une Famille rurale, *syndicat d'expression et de lutte*, se développera de plus en plus largement dans toutes les autres fédérations.

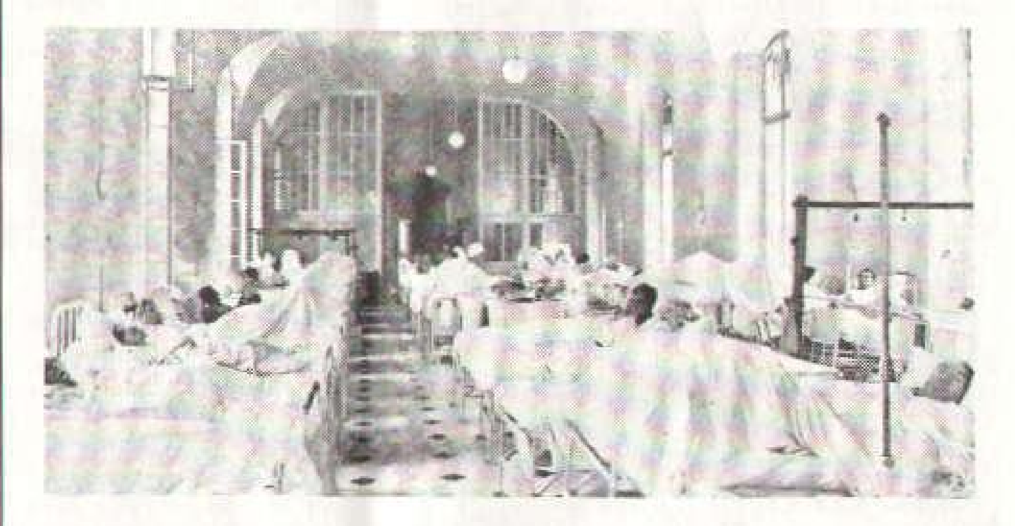
Correspondant HR Rennes avec l'accord de militantes de la Famille rurale d'Ille-et-Vilaine

La grande misère des hopitaux

Il y a encore peu de temps, élections obligent, Simone Weil a repris à la télé son couplet sur l'amélioration des conditions d'hospitalisation.

A l'en croire il ne faudrait plus parler de salles communes et tout est fait pour que les travailleurs soient soignés le mieux du monde. Et pourtant, la réalité est là ; c'est celle de la grande misère des hôpitaux, du manque d'effectifs et de moyens. Quelques exemples en témoignent.

A l'hôpital d'Orléans, les locaux sont tout neufs mais il n'y a pas suffisamment de personnel pour les entretenir convenablement. Comment voulez-vous nettoyer le sol et les murs, faire le linge, maintenir des conditions d'hygiène satisfaisantes quand vous êtes trois pour vous occuper de quarante-cinq malades. Et pourtant, la direction a voulu licencier récemment quarante temporaires sur les quatre-cents embauchés avec des contrats à durée déterminée. Non contente de rogner sur les salaires, elle a voulu encore diminuer les effectifs et c'est la lutte des travailleurs hospitaliers qui l'en a empêché.



A la maternité : pas de place pour accoucher

Dans la maternité, il n'y a pas assez de place pour accoucher. Les accouchements se font dans une annexe à Saint-Laurent à 200 m de là et c'est après seulement que les accouchées sont transportées à la maternité. Elles y restent moins longtemps que cela n'est pourtant prévu sur le plan médical car il y en a d'autres qui attendent leur tour.

A l'hospice : des conditions intolérables

Quant à l'hospice, une journée portes ouvertes a été organisée samedi 4 mars par le personnel pour montrer quelle misère c'était toujours. Pensez-donc, en 1973, par manque d'effectifs, les hospitaliers étaient encore obligés de réveiller les vieux à 3 h et quart du matin pour commencer leur toilette.

Ils ont refusé de continuer à se prêter à ce jeu inhumain et scandaleux mais les vieux n'en sont pas moins dans un état pitoyable. Certains sont encore valides mais que peuvent-ils faire dans la journée alors que l'administration prend 80 % de leur retraite. Un certain nombre passe leur temps à travailler aux cuisines, à porter la gamelle ou à faire des commissions pour les malades de l'hôpital pour avoir leur pièce pour aller se saoûler dans les cafés qui fleurissent aux abords de l'hospice. Mais qui irait leur jeter la pierre pour cela et que pourraient-ils faire d'autre ?

A Chardon-Lagache morte faute de matériel de soins d'urgence

Le 1er septembre, l'interne signale que Mme X est encombrée, bronchite grave. Le médecin responsable du service, prévenu, ne la verra pas ; lorsque le kinésithérapeute voudra la désencombrer il lui sera impossible de trouver une sonde à aspiration. Le lendemain, Mme X est dans le coma ; l'interne demande une bouteille d'oxygène ; elle est vide ; le temps d'en apporter une pleine, Mme X est morte.

L'humanisation prise sur le vif !

A l'hôpital Georges Clemenceau, l'administration centrale a procédé aux travaux de réfection sans évacuer les malades. Pour ne pas perdre le prix de journée, elle a compensé la suppression de certains locaux pendant les travaux en bourrant les chambres existantes, en plaçant des lits dans les réfectoires, etc.

Sainte-Périne, Chardon-Lagache, témoignage d'une infirmière et d'une aide-soignante

Nous n'avons que trois blouses, c'est-à-dire que nous nous servons de la même blouse pour les soins et pour donner à manger. Les gants de soins sont trop petits. Pas de WC pour le personnel, pas de douches ; pas de vestiaire non plus, on doit se changer dans le couloir.

Jean NESTOR

Samedi 25 février à 9 h, dans un CES de province, un de ces CES préfabriqués qui pourraient être à Nanterre, à Sète, à St-Brieuc ou ailleurs, avant d'entrer en classe, Francis, 14 ans, abat d'un coup de feu son professeur de mathématiques. Quelques instants après, il se suicide. Consternation. Personne ne comprend.



ECOLE

Un fait pas tellement divers

Le CES St-Marcel, près de Vernon, dans l'Eure, est un CES tranquille ; la classe de 3e C est une bonne classe ; Francis, un élève calme, et pour couronner le tout, le professeur Gérard Burgeon est un jeune maitre-auxilliaire de 29 ans en bons termes avec ses élèves, ni sévère ni chahuté.

La veille, Gérard Burgeon avait reproché à Francis devant toute la classe d'avoir volé une ampoule, nécessaire probablement à une démonstration de physique. Francis avait nié, il fut pourtant collé. Selon la presse, Francis préparera alors froidement son coup : il prendra un 7,65 dans un tiroir du bureau de son père, il abattra Gérard Burgeon et mourra lui-même.

Devant la démesure de la vengeance supposée, les commentaires concluront à la folie, non sans une certaine gêne, car Francis a toujours été « normal ». Pourtant, cela permet de classer l'affaire dans la rubrique des « faits divers »

Révélateur

Le fait divers est par définition le « sans importance », ce qui divertit, ce qui détourne l'attention de l'essentiel. Et pourtant, le fait divers peut en dire beaucoup sur la réalité et les contradictions d'une société.

Ainsi, invités à donner leur avis, des élèves du même âge que Francis ont interprété autrement son geste. L'un d'eux nous a dit par exemple : *« Le professeur a, en fin de compte, jouer un rôle minime dans ce drame, n'a fait qu'être la victime. Je pense que l'élève devait être dans un état de dépression et la victime aurait pu être n'importe qui d'autre. L'élève n'avait aucune raison de tuer son professeur mais il cherchait une victime, il l'a trouvée dans son professeur qui l'avait puni auparavant. Je pense que le moment de folie est à exclure des hypothèses possibles. Je pense que le jeune garçon devait être dans un tel état dépressif que ces deux heures de retenues ont été la goutte qui a fait déborder le vase.*

« Malheureusement, sa colère a été trop loin, jusqu'à l'assassinat ; et je pense que le but réel de l'élève était le suicide mais il a fallu qu'il se donne une bonne raison pour se suicider ensuite. Ce genre de problèmes se pose tous les jours pour les jeunes garçons et les jeunes filles de son âge mais ces problèmes sont heureusement, à plus petite échelle.

« Je pense qu'un drame comme celui-ci nous amène à d'autres problèmes à éclaircir, comme celui des relations entre les élèves et les professeurs. »

Ainsi, il apparait à travers cette réflexion d'un adolescent de famille ouvrière et futur ouvrier lui-même, que d'une part, beaucoup de jeunes connaissent à un moment ou à un autre, une situation de dépression et un refus profond de la vie qui leur est faite, d'autre part, que les rapports entre les professeurs et les élèves qui se côtoient tous les jours ne sont pas satisfaisants.

En ce qui concerne le premier point, il est à remarquer que la France est, avec d'autres pays occidentaux, le pays du monde où le taux de suicides est le plus élevé chez les jeunes de 15 à 25 ans. Par ailleurs, pour ce qui est des rapports professeurs-élèves, et plus généralement des rapports des élèves avec l'école en tant qu'institution, il est certain que les manifestations de violence, sont de plus en plus frequentes. Beaucoup de professeurs en concluent que *« le climat se dégrade »* et que *« la discipline est insuffisante »*. Bref, la révolte de beaucoup de jeunes s'exprime comme elle peut, spontanément, et la réaction des professeurs s'exprime elle aussi comme elle peut, par une tendance à réclamer un renforcement des mesures disciplinaires.

La cible

L'ennui, c'est que, si ces attitudes sont bien compréhensibles dans la plupart des cas, elles ne sont profitables ni aux élèves, ni aux enseignants. La légitime révolte de la jeunesse, qu'elle soit confuse ou non, contre un système qui la prive d'avenir, tant au plan matériel qu'à celui de l'idéal, cette révolte ne devient pas une force révolutionnaire dans la mesure où elle ne frappe pas la bonne cible, c'est-à-dire l'État capitaliste et son administration.

Quant aux professeurs, leur intérêt n'est jamais du côté de l'État et de son administration, mais bien du côté de la jeunesse qui s'oppose au vieux monde comme elle le peut. N'est-il pas préférable qu'élèves et professeurs règlent leurs contradictions par la discussion et s'unissent pour frapper tous ensemble l'école capitaliste ?

HJ

Marée noire en Bretagne

Trop, c'est trop !

Le 18 mars 1967 : Torrey-Canon, le 24 mars 1976 : Olympic-Bravery, le 14 octobre 1976 : Boehlen, le 17 mars 1978 : Amoco Cadix. En 10 ans, cela fait donc quatre marées noires catastrophiques au large des côtes bretonnes.

On a ainsi vue successivement la côte de granit rose, l'île d'Ouessant, l'île de Sein, la zone entre Audierne et le Raz et les parages de l'Aber Benoit qui ont été souillés, perdus pour la pêche, l'ostréiculture, le tourisme.

Et que l'on ne vienne pas nous parler de fatalité, de tempête, d'accident malheureux ou autres balivernes pour se donner bonne conscience !

Les travailleurs bretons de la mer et toute la population exige que l'on réponde clairement aux questions suivantes et que l'on prenne des mesures efficaces :

— Comment un navire peut-il se trouver à dix milles des côtes, alors qu'après le nauffrage du Torrey-Canon, les conventions internationales décidaient que les navires devaient passer beaucoup plus au large ?

— Comment se fait-il que le fameux plan Polmar se révèle totalement inefficace, 10 ans après l'expérience tragique du Torrey-Canon ?

Mettre un barrage pour empêcher la nappe d'avancer ? Impossible nous dit-on par temps de tempête et de toute façon, le barrage prévu ne pourrait faire qu'une centaine de mètres alors qu'il faudrait qu'il fasse près de trois kilomètres !

Les « dispersants » qui dissolvent le pétrole ? Ils sont au point, nous dit-on... mais on ne peut pas les utiliser de peur de détruire la faune et la flore !

Les « absorbants » qui entrainent le pétrole au fond de la mer ? Oui, il y en a mais on ne peut pas approcher d'assez près la nappe pour les utiliser dès le départ !

Le « système Vortex » qui rassemble le pétrole et permet de le récupérer ? Il est très au point bien sûr... mais on ne peut l'utiliser que par beau temps !

En attendant, 233 000 tonnes de pétrole se sont déversées sur les côtes bretonnes. Non, vraiment, trop, c'est trop !

Notre camarade Guy Périou est décédé

Nous étions 500 à lui rendre hommage

Notre camarade Guy Périou de Saint-Brieuc est brutalement décédé à l'âge de 25 ans d'une hémorragie cérébrale. Il laisse une femme et une petite fille.

Guy était l'un des responsables de la section de Saint-Brieuc du Parti communiste marxiste-léniniste de France. Il avait fait de la justice et de la liberté son idéal pour lequel il luttait et se dévouait. En 1968, il rejoint le PSU et en 1973, il rejoindra nos rangs avec la « Gauche révolutionnaire ».

Guy a su forcer l'estime de beaucoup, nous étions 500 à lui rendre hommage au cimetière de l'Ouest à Saint-Brieuc, tous ceux à qui il a beaucoup apporté, syndicalistes, ouvriers et paysans, enseignants, militants de diverses organisations.

Malgré sa jeunesse, Guy avait su établir des liens étroits avec les gens du peuple en particulier avec les petits paysans de sa région. « Tes qualités très nombreuses de cœur et d'esprit, ta gentillesse, ta modestie, ton courage - et il t'en fallait pour entreprendre et réussir tout ce que tu faisais - sont les impressions, les mots qui reviennent le plus dans la bouche d'amis qui t'ont connu et apprécié ». « Guy nous laisse l'image d'un camarade toujours plein de bonne humeur, de confiance dans ses camarades, ses amis, dans notre peuple ». « Oui, camarade Guy, ta vie a été bien remplie. Pour nous, tes camarades, c'est une source un exemple et une force. Mais elle constitue aussi un exemple précieux d'amitié pour tous, pour tous ceux qui veulent construire une société plus juste, plus fraternelle, débarassée de toute forme d'exploitation et pour laquelle tu as si activement milité ».





Les lecteurs ont la parole

Non, je n'ai pas la mémoire qui flanche

(Réponse d'un militant de Mai 68 à un article de « France-Nouvelle ». Voir cet article page 27).

Quand je t'ai connu, il y a une dizaine d'années, tu n'étais encore qu'un petit cadre du PCF. Depuis, tu as bien monté, tu fais maintenant partie des dirigeants et tu t'adresses à moi dans l'espoir de récupérer ma voix. Certes, dis-tu, nous ne sommes pas d'accord sur tout, mais dans le fond, nous sommes du même côté. Eh bien, c'est à toi, dirigeant du PCF, que je vais répondre.

Peut-être ai-je mauvaise mémoire, mais ce soir de Mai 68 dont tu parles, dans la grande ville de province où j'étais, je ne me souviens pas t'avoir vu derrière une barricade, ou du moins pas du même côté que moi ; je me souviens pourtant fort bien que, ces jours-mêmes où la jeunesse de France,ouvriers et étudiants confondus, affrontaient les flics de l'État bourgeois, toi, tu vendais un journal sur lequel on pouvait lire : *« Ces faux révolutionnaires doivent être énergiquement démasqués, objectivement, ils servent les intérêts du pouvoir gaulliste et des grands monopoles capitalistes ». (1)*

Peut-être as-tu mauvaise mémoire, tu ne sembles pas te souvenir que ce n'est pas particulièrement moi qui t'ai dit quelque chose lors de l'enterrement de Pierre Overney. Ce jour-là, ce sont plusieurs centaines de milliers de voix qui te criaient *« Dreyfus assassin, PCF complice »*. Cela, l'as-tu oublié comme tu as oublié ce qui était écrit sur le journal que tu vendais ce jour-là ? *« Quel crime monstrueux pour les groupe gauchistes qui sont allés provoquer les ouvriers chez Renault » (2)*. Ainsi tu mélangeais la victime et le bourreau, déjà.

C'est en pensant, moi aussi, à ces dix années, à ces événements et à bien d'autres encore, comme l'agression armée contre le Premier congrès de mon parti, à Puyricard, ou ta satisfaction non dissimulée quand, en juin 68, le PCMLF fut interdit par le pouvoir, c'est en pensant à ton attitude lors des grandes luttes où nos chemins se croiseront, luttes étudiantes, soutien aux résidents de la Sonacotra, c'est en pensant aussi à mon licenciement d'une MJC que vous dirigiez, toi et tes camarades, peu de temps après que je sois intervenu dans un de vos meetings, c'est en pensant à tout cela que je te réponds non, nous ne sommes pas du même côté.

Quand tu me parles de ministres communistes, je te réponds gouvernement du peuple.

Comme tu peux le voir, ce n'est une mince différence : c'est vrai que quand tu me dis voie pacifique, je te dis Chili, mais je refuse par contre d'opposer, comme tu le fais, socialisme dans la liberté et dictature du prolétariat.

Évidemment, si tu confonds dictature du prolétariat et dictature sur le prolétariat, si pour toi le socialisme, c'est les chars russes à Prague, je comprends tes hésitations. Mais dans ce cas, je ne peux que te retourner ton conseil : regarde autour de toi, réfléchis sur la Commune et dis-moi si la domination de l'immense majorité du peuple sur une poignée d'exploiteurs est quelque chose d'à ce point effrayant. Les seuls que cela peut effrayer de voir les travailleurs occuper leur usine ou séquestrer le patron qui les exploite à longueur d'années, c'est ceux qui ne sont pas sûrs d'être du bon côté.

Ce qui nous sépare, comme tu le vois, ce n'est pas une nuance ou une simple manière de s'y prendre pour parvenir à un même but, ce qui nous sépare, c'est ce but lui-même. C'est contre le système capitaliste dans son ensemble que je lutte et pas pour que toi et tes amis remplaciez Giscard et Barre et gériez « mieux » l'économie capitaliste comme le font déjà tes amis italiens et espagnols.

Tu me demandes d'être logique avec moi-même ; tu peux me faire confiance, je ne suis pas un de ces trotskistes qui t'attaqueront au premier tour pour mieux voter pour toi au second tour.

Je ne le ferai ni au premier, ni au second tour. Tu me conseilles, enfin, de ne pas perdre ma voix. Là aussi, tu peux me faire confiance... Ce n'est pas demain que je serais muet.

Serge Forest

(1) Huma du 3 mai 68
(2) Discours du Marchais à Strasbourg.

Demande de contact

– Parce que je considère que seule la dictature du prolétariat imposera la fin de l'exploitation et de l'oppression du capitalisme et permettra la construction du socialisme ;

Parce que je désire participer à l'édification d'un authentique parti marxiste-léniniste unique ;

Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, l'Humanité Rouge peut me joindre à l'adresse suivante :

Nom . . . .
Prénom . . . .
Adresse . . . .
Signature . . . .

Nous reproduisons ci-dessous la photocopie d'un article publié dans « France-nouvelle », organe central du PCF. Nous répondons à cet article, particulièrement démagogique, dans notre rubrique « Courrier des lecteurs » (page 26), sous le titre : *Non, je n'ai pas la mémoire qui flanche.*

Lettre à un ami de 1968

David Séphiha

Il est des dialogues qui durent des mois, des années, parfois même toute une vie. Le nôtre fêtera, au printemps, son dixième anniversaire.

Il commença un soir de mai 1968, au hasard d'une fin de manifestation, au milieu des barricades. Nous étions — déjà — en désaccord, et pourtant — déjà — côte à côte. Depuis, de rencontres en rencontres, d'événements en événements, d'élections en élections, ce dialogue s'est poursuivi. Avec des hauts et des bas — du temps des violences vincennoises, nous ne nous sommes guère vus —, parfois calme, parfois rude — que ne m'as-tu pas dit lors de l'enterrement d'Overney, que ne t'ai-je pas dit lors de la signature du programme commun —, mais toujours renoué, approfondi, enrichi. Bref, ensemble nous sommes passés de l'affrontement au débat.

C'est pensant à ces dix années, à cette amitié, à cette franchise que je m'adresse aujourd'hui à toi, et aux tiens, je veux dire à ceux qui pensent ou sentent comme toi, à ceux qui te ressemblent, à ceux, qui, aujourd'hui, sont comme toi en 1968. Moi, communiste, toi — je sais que tu n'aimes pas ces mots, je ne les emploie donc que par facilité — gauchiste, ou du moins — car tu ne te reconnais pas dans les groupes ainsi décrits — gauchisant : ensemble nous avons de quoi discuter. Avant mars.

Il serait malhonnête de le cacher : entre nous, existaient des divergences qui, pour une part, demeurent et sans doute — quel que puisse être l'avenir — demeureront. Qu'est-ce que la révolution ? Autour de cette question, combien de jours, combien de nuits même n'avons-nous pas ferraillé, en mai 1968 et après ! Voie pacifique ou guerre civile, tout de suite ou étape après étape, majorité consciente ou minorité agissante... Nous avons, bien sûr, depuis, évolué les uns et les autres, toi comme moi. Reste que tu ne crois pas à notre voie démocratique, à l'union du peuple de France, à l'union de la gauche. A notre socialisme dans et par la liberté, tu continues de répondre : dictature du prolétariat. J'arrête là l'énumération : de l'armée au féminisme, du nucléaire civil à la bombe atomique, on pourrait en remplir un volume...

Et pourtant, cela dit, ne sommes-nous pas, fondamentalement, du même côté ? Tu veux que tout change ? Nous aussi, et dans ce tout nous avons appris à intégrer non seulement le quantitatif mais aussi le qualitatif, non seulement le « vivre mieux » mais aussi le « changer la vie ». Tu veux que les travailleurs prennent en main leur destin ? Nous aussi, et, disant cela, nous ne pensons pas seulement aux ministres communistes, mais aussi à l'autogestion véritable, de l'entreprise au bureau, de la commune à la région. Tu veux retirer au grand capital les moyens de sa domination ? Nous aussi, et c'est bien pourquoi nous nous battons pied à pied pour les nationalisations, pour l'impôt sur le capital et les grosses fortunes, pour la représentation proportionnelle, etc.

Plus encore : toi comme moi, les uns et les autres, nous nous accordons à vouloir éviter à notre pays les écueils qui le guettent, autoritaire comme social-démocrate. Et voilà justement pourquoi je t'écris. Tu ne peux rester à l'écart. En mars, si le P.c. est assez fort, la droite peut être battue : cela t'est-il indifférent ? En mars, si le P.c. est assez fort, le P.s. peut être contraint de revenir à ses engagements : cela t'est-il indifférent ? En mars, tout ce dont nous rêvions toi et moi, tout ce qu'espèrent les travailleurs peut commencer à devenir réalité : cela t'est-il indifférent ? Je ne puis croire qu'à ces questions tu répondes par l'affirmative. La gauche et la droite, pour toi, serait-ce blanc bonnet et bonnet blanc ? Le P.s. et le P.c., pour toi, serait-ce la peste et le choléra ? Réfléchis-y, relis les textes, étudie les programmes, compare les positions : pour être logique avec toi-même, tu devrais, à mon avis, voter communiste dès le premier tour. Garde tes opinions, mais ne perds pas ta voix.

Mais le P.c.... me diras-tu. Stalinien, bureaucratique, révisionniste, et que sais-je encore : les épithètes, tu ne me les as jamais épargnées. Mais tu avoueras que je n'y ai jamais répondu par des tableaux idylliques. Le P.c., t'ai-je toujours dit, a le grand mérite d'être ce qu'il est : le parti révolutionnaire, le parti de la classe ouvrière, le parti qui, quelles qu'aient été ses erreurs, s'est toujours trouvé du bon côté. Aujourd'hui, j'ajouterais : le P.c. a aussi le mérite d'avoir su — d'avoir eu le courage de — changer. De se donner, avec le 22e congrès, une politique nouvelle, rompant avec les modèles, les schémas et les idoles, répondant aux vraies questions de notre temps. D'ouvrir les yeux sur la réalité des pays socialistes, de leurs succès comme de leurs erreurs. De commencer à réfléchir sur son propre passé. De démocratiser, donc d'enrichir sa vie intérieure. D'apprendre à écouter les autres. Et puisque j'en suis là, pourquoi ne pas le dire : toi aussi, nous t'avons entendu, et nous te devons sûrement quelque chose.

Songes-y le 12 mars.

Paru dans « France-Nouvelle », hebdomadaire du PCF

Cinéma : «Pour qui les prisons ?»

Derière les barreaux, c'est encore pire

Le film « Pour qui les prisons » est une prouesse. Comment en effet réaliser un film sur les prisons, à moins d'être aux ordres de Bonnet et de produire un documentaire de promotion publicitaire pour les « prisons modèles ». Tel n'était pas le but d'Elia Lesnaz, et on ne peut dire qu'il bénéficiait de la bénédiction de Bonnet, ni bien sûr de son soutien financier. Et pourtant, sans pouvoir entrer dans une seule prison, il a réussi à rendre vivante la vie dans ces prisons et à faire ressentir la dure condition des travailleurs que la bourgeoisie y jette.

Pour qui les prisons ? C'est le titre du film, et c'est à cette question qu'il répond. A partir d'interview de travailleurs qui ont connu la condition pénitentiaire le réalisateur décrit la vie dans les prisons. Il montre bien que, dans l'immense majorité des cas, ceux qui ont affaire aux prisons, ce sont des jeunes qui refusent individuellement d'être exploités et qui aussi ont envie de profiter des richesses qu'ils produisent. Bien sûr, tous sont issus de la classe ouvrière.

La prison, c'est encore pire

Dans la société, ils connaissaient l'exploitation, en prison c'est encore pire, c'est l'esclavage, le travail pour rien, les brimades. Pour les jeunes travailleurs qui refusent individuellement la condition qu'on leur fait dans la société, il y a la prison, pour ceux qui refusent la condition des prisons, il y a le mitard, et pour ceux qui refusent le mitard reste la prison des prisons : la maison d'arrêt de Mende. Le suicide est aussi une autre forme de refus.

La révolte

La lutte n'est pas absente des prisons. Le film nous montre les nombreuses révoltes qui ont éclaté à Clairvaux, à Toul, partout contre les brimades, le travail gratuit, les conditions de détention en général. On nous fait connaitre le témoignage d'anciens prisionniers sur ces révoltes, sur ces luttes de prisonniers contre cette partie de l'appareil d'état que constitue le système pénitenciaire.

Un film à voir, un film qu'il serait profitable de diffuser dans les MJC et ciné-clubs pour susciter de riches débats.

Léon Cladel



Révolte à la prison de Toul en 1972.

Le mouvement Football-Progrès

Pour le plaisir de jouer, rien que le plaisir

Nous publions une interview du MFP (Mouvement football progrès), organisation sportive qui travaille surtout en Bretagne. C'est, nous semble-t-il, un très bon exemple de ce qu'il est possible de faire pour développer une conception progressiste du football et du sport en général.

Q : Comment votre assocation est-elle née ?

R : Le MFP est l'héritier de l'Association française de football (AFF) née en 1968. Nous avons été les seuls sportifs à nous reconnaître dans Mai 68 et nous avons alors occupé la Fédération française de football afin de protester contre le caractère antidémocratique de l'organisation du football.

L'AFF trop centralisée sur Paris n'a pas survécu. Toutefois nous avons continué d'exister de manière informelle autour de « Miroir du Football », où nous avons pu pendant de nombreuses années nous exprimer. Hélas ce journal qui appartient au PCF a été mis au pas à partir de 1975 par un professeur d'éducation physique J.J. Faure (cela s'est passé au grand moment de Saint-Étienne. Le PCF avait envie de récupérer son journal à un moment où le foot devenait important pour les média.) Le rédacteur en chef François Thébaud, créateur du journal a dû partir et nous y sommes devenus interdits de séjour.

Ce n'est que vers la fin 1973 que des footballeurs de l'Ouest et de Paris se sont regroupés dans une association, le PFP avec les objectifs suivants :

— dénonciation de la conception conformiste du foot sur le terrain et en dehors, de la tutelle de l'État et du profit.

— Conception du jeu correspondant au plaisir de jouer.

— Lutter pour la prise en charge par les footballeurs sur et en dehors de leur vie sportive.



Le football professionnel est devenu une affaire de gros sous. les footballeurs sont devenus des supports publicitaires. Sur la photo : RTL c'est l'olympique de Marseille et Perrier, c'est l'équipe d'Avignon.

Q : Quelle est votre conception du football ?

R : Le MFP est un mouvement de footballeurs qui cherchent avant tout dans le football un plaisir à jouer, a communiquer, à s'exprimer. Nous tendons donc vers une manière de jouer qui nous procure ce plaisir c'est-à-dire un jeu construit, collectif, offensif. Dans cette conception du football, c'est toute une conception de la vie que nous cherchons et qui tend à s'illustrer en dehors du stade, dans l'organisation des clubs, dans leur animation.

— Quelles actions avez-vous entrepris ?

R : Notre action s'est située surtout au niveau des clubs jusqu'ici mais nous avons aussi organisé des tournois-animation sans coupe ni vainqueur, sans arbitre, avec animation audio-visuelle (magnétoscope) à Saint-Malo, Lamballe, Tremeur, Rennes...

Nous avons aussi organisé une animation sur la coupe du monde à la Maison de la culture, participé au tournoi Sonacotra à Rennes, à un tournoi de soutien à une grève à Douarnenez...

Pour les écoles de foot et les entraîneurs obligatoires à partir d'un certain niveau nous avons contrecarré la Fédération qui veut régner sur tous les secteurs, par la réalisation de documents ronéotés, de brochures pédagogiques...

Q : Que pensez-vous du mythe en train de s'effondrer aujourd'hui que la presse a créé autour de Saint-Étienne ?

R : La campagne « Allez les verts » montre la fonction très puissante d'un sport comme le football et qui va jusqu'à pouvoir mobiliser presque tout le pays. On a pu voir comment cela pénètre les enfants, comme cela peut développer le chauvinisme et la violence du public.

Il y eu des retombées de ceci dans les clubs amateurs : mythe de l'entraîneur (Herbin), du club bien structuré, du foot « sérieux » même dans des petits clubs. Cela a permis une floraison de revues spécialisées : « Onze », « Foot supporter », « Foot magazine » par exemple.

C'est un football de grande consommation qui y est présenté style « Salut les copains », où l'on voit Beckenbauer avec ses Rolls, ses « girls » dans sa piscine. C'est un miroir de la société de consommation et cela est très inquiétant. Le PCF a aussi lancé son journal « Mondial » pour répondre à ce public car cela peut être interessant au niveau commercial et idéologique.

Meeting international de Bruxelles

Le Manifeste du parti communiste toujours vivant

Samedi 4 mars, une délégation de l'Humanité rouge s'est rendue à Bruxelles où était organisé, à l'appel du Parti communiste marxiste-léniniste de Belgique, un meeting commémorant le 130e anniversaire du « *Manifeste du parti communiste* » écrit par Marx et Engels. Plusieurs partis et organisations marxistes-léninistes européennes participaient à ce rassemblement : le KPD (Allemagne), le Parti marxiste-léniniste des Pays-Bas, la Ligue communiste révolutionnaire de Grande-Bretagne, la Ligue marxiste-léniniste du Luxembourg et les communistes marxistes-léninistes de France.

Arrivés vers treize heures, nous sommes accueillis cordialement par les camarades belges. Le repas sera la première occasion pour discuter avec les délégations venues de plusieurs pays d'Europe.

A quatorze heures, on nous annonce que le meeting va commencer, il est ouvert par des chants révolutionnaires chantés par la chorale du KPD venue de Munich. Quelques chants qui créent une ambiance chaleureuse qui dominera tout le reste de la soirée.

Puis les représentants des partis et organisations marxistes-léninistes montent à la tribune et le camarade Lefebvre ouvre le meeting avec une remarquable aisance.

Interventions et messages se succèdent : message de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada, des marxistes-léninistes zaïrois et surtout celui d'un travailleur émigré italien qui a réintégré son pays après avoir travaillé à Cockrill en Belgique. Ce message très court fut longtemps applaudi et comme l'a expliqué le camarade Lefebvre « *Trois mots ou quatre mots peuvent émouvoir profondément* ».

Malgré la difficulté qui résulte de l'existence de deux langues en Belgique, le français et le flamand, l'attention reste la même pour toutes les interventions. Pour clore le meeting proprement dit, le camarade Lefebvre est intervenu au nom du PCMLB, il exprime ce que chacun ressent :

« Je dirai plus : en prenant connaissance des interventions de cet après-midi, on ne peut que ressentir une impression de force et de puissance la certitude de la victoire. Ce n'est pas là de la fanfaronade. Ce n'est pas là surestimer nos propres forces et sous-estimer celles de l'ennemi. Certes, celui-ci peut paraître fort, les partis de la bourgeoisie peuvent parler en maîtres et les révisionnistes, surtout là où ils arborent leur obésité électorale, peuvent sembler avoir de la vitalité. Mais nous savons bien nous, camarades, que c'est un faux-semblant. Ils n'ont qu'une apparence de force. Ce sont des tigres en papier, des colosses aux pieds d'argile, ils portent la mort dans leurs flans. Nos petits partis et organisations sont ce qui naît et se développe. Ils sont porteurs de la vie. Ils sont porteurs de l'avenir. »

Les représentants des partis communistes marxistes-léninistes à la tribune.

Après une pause, nous nous retrouverons pour écouter à nouveau des chants grâce à la Lyre des Travailleurs de Lille et la Chorale de Munich. Le public belge, très enthousiaste, ne se fait pas prier quand un des chanteurs de la Lyre demande leur participation. Pour terminer, les deux chorales montent sur la scène et entonnent l'Internationale. Tout le monde chante, on entend du français, du flamand, de l'allemand mais aussi de l'italien.

Tout n'était pas terminé. Nous nous retrouvons attablés dans les cafés. Autour des tables, on discute. Nous apprenons beaucoup de choses sur la situation dans chaque pays : sur les forces politiques, les syndicats, la répression mais aussi sur les actions des marxistes-léninistes, ce qu'ils font. On échange les expériences.

Le fil conducteur des interventions fut de montrer que le marxisme n'est pas un dogme, que le Manifeste écrit en 1847, est toujours vivant, de montrer que le mot d'ordre d'internationalisme lancé par Marx et Engels : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » n'est pas incompatible avec le mot d'ordre d'indépendance nationale pour les pays opprimés.

Le « *Manifeste du Parti communiste* » s'achève par le mot d'ordre stratégique et tactique de portée universelle :

« Prolétaires de tous les pays,
unissez-vous ! »

La stratégie internationale actuelle de la Révolution prolétarienne mondiale, stratégie résultant de la théorie des trois mondes élaborée par Mao Tsé-toung, prend appui fondamentalement sur l'Appel final du « *Manifeste* ». Elle tient compte au surplus des apports concrets de la pratique du Mouvement ouvrier et communiste révolutionnaire. A l'époque du « *Manifeste* », la seule force révolutionnaire engendrée par l'exploitation capitaliste avait pris naissance dans les pays d'Europe, sous l'effet de la contradiction antagonique fondamentale entre prolétaires et bourgeois.

Si les expéditions coloniales s'étaient déjà manifestées de par le monde par des crimes monstrueux, le capitalisme restait encore au premier stade de son développement, le capitalisme de concurrence.

Mais à la fin du XIXe siècle, cet odieux système d'exploitation de l'homme par l'homme connut un tel essor qu'il passa au stade supérieur du capitalisme de monopoles, et l'impérialisme prit alors naissance avec toutes ses caractéristiques, notamment sa nécessité criminelle d'hégémonie universelle. Dans cette période se formèrent les grands empires coloniaux grâce auxquels les Etats capitalistes d'occident étendirent l'exploitation de leurs propres ouvriers à l'exploitation et l'oppression de peuples entiers en Afrique, en Asie, en Amérique, en Océanie.

Dès lors, le « *Manifeste du Parti communiste* », n'allait plus concerner les seuls prolétaires des pays capitalistes, mais aussi les peuples colonisés du monde entier. La première guerre impérialiste mondiale mit en évidence cette nouvelle caractéristique de la société humaine universelle. Et, le 6 décembre 1920, Lénine déclara :

« Nous nous présentons vraiment aujourd'hui non pas seulement comme les représentants des prolétaires de tous les pays, mais comme ceux des peuples opprimés. Une revue de l'Internationale communiste a paru récemment sous le titre : Peuples d'orient. L'Internationale communiste a lancé aux peuples de l'Orient le mot d'ordre : « Prolétaires de tous les pays et peuples opprimés unissez-vous ! »

Quelques vingt ans plus tard, en janvier 1940, se plaçant dans le prolongement de la ligne ainsi définie par Marx, Engels, et Lénine, ainsi que sur la base de l'expérience particulière du peuple chinois, Mao Tsé-toung rappela qu'un nouveau type de révolution nationale était apparue avec la Révolution d'Octobre en Russie, la révolution mondiale prolétarienne, et, au sujet de cette dernière, l'éminent dirigeant communiste chinois indiqua clairement :

« Elle a pour force principale, le prolétariat des pays capitalistes et pour alliés, les peuples opprimés des colonies et des semi-colonies... Il suffit que ces peuples s'opposent à l'impérialisme pour que leur révolution devienne une partie de la Révolution mondiale socialiste prolétarienne et qu'ils en soient les alliés. »

La thèse des trois mondes prend son fondement théorique sur cette indication en même temps que sur l'analyse fondamentale du « *Manifeste* ». C'est en ce sens qu'elle constitue de nos jours la stratégie révolutionnaire mondiale des prolétariats des pays capitalistes et des peuples opprimés du monde entier, tout particulièrement des peuples du tiers monde, représentant à eux seuls les deux tiers de la population humaine.

Qui ne discerne pas la filiation existant entre la théorie des trois mondes et le « *Manifeste du Parti communiste* », enrichi en 1920 par Lénine, ne peut comprendre correctement la stratégie de la Révolution prolétarienne mondiale à notre époque.

Fernand Lefebvre, lors de son intervention, qui clôturait définitivement le meeting a résumé ainsi dans ces paroles, l'idée générale du rassemblement :

« Oui, camarades, une des caractéristiques les plus fondamentales des communistes c'est l'internationalisme prolétarien. Il est clair pour chacun de nos partis et organisations qu'il y a un fil rouge qui relie le « Manifeste du Parti communiste » de Marx et Engels à la théorie des trois mondes élaborée par le président Mao.

Le manifeste a montré que le capitalisme de son époque avait produit son propre fossoyeur, le prolétariat moderne. « Prolétaires de tous les pays unissez-vous ! »

Le président Mao et le Parti communiste chinois s'en sont toujours tenus à ces enseignements et ils les ont enrichis en tenant compte de ce qui évoluait notamment la transformation de l'URSS, dictature du prolétariat, en un État capitaliste monopoliste social impérialiste, social fasciste, la désintégration d'un camp socialiste monolithique mais aussi le développement et l'unité croissante du tiers-monde, groupant la plus grande partie de la population mondiale et devenu une force décisive dans la lutte contre les deux superpuissances.

130e anniversaire du Manifeste du parti communiste

«QUE LES CLASSES DIRIGEANTES TREMBLENT A L'IDEE D'UNE REVOLUTION COMMUNISTE»

« Un spectre hante l'Europe : le spectre du communisme. Toutes les puissances de la vieille Europe se sont unies en une sainte alliance pour traquer ce spectre ».

C'est ainsi que débute le manifeste de K. Marx et F. Engels qui montre d'emblée la contradiction fondamentale entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre la réaction bourgeoise et le communisme, entre la sainte alliance des bourgeois et l'internationale des travailleurs.

Une classe nouvelle : le prolétariat

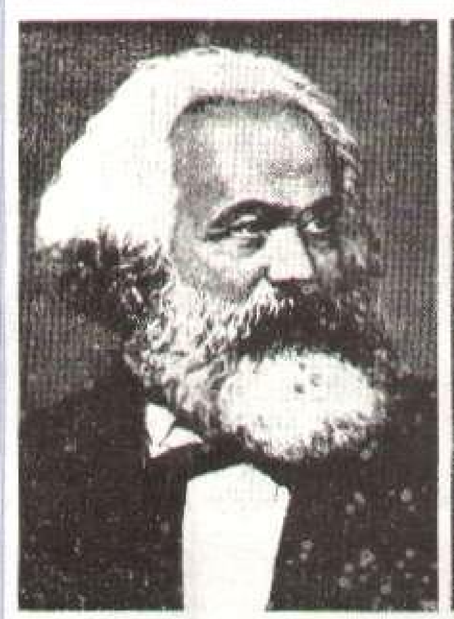
Dans la première moitié du 19e siècle, les pays agricoles d'Europe sont bouleversés de fond en comble par la révolution industrielle.

Dans les mines de charbon, l'industrie textile, des hommes, des femmes, des enfants de six ans travaillent de 14 à 16 h par jour pour gagner le pain. Vivant dans des taudis, souvent au chômage, marchandise viv.nte, ils survivent sans comprendre les fluctuations économiques dues à la concurrence acharnée des capitalistes. Disséminés à travers les pays, émiéttés par la concurrence, leur révolte individuelle contre l'exploitation prend la forme de bris de machines, d'émeutes (les canuts de Lyon en 1830), vite étouffées par la bourgeoisie qui se sert de cette force pour mettre à bas les derniers vestiges féodaux.

La bourgeoisie, au nom de la liberté (du travail, d'entreprise) interdit les grèves, proclame des lois sur le travail obligatoire des pauvres, développe ses fonctionnaires et son armée.

L'organisation autonome du prolétariat

Dans la Ligue des communistes, créée en 1847, en Angleterre et en Allemagne, K. Marx et F. Engels combattent pour la constitution de la classe ouvrière en classe, pour l'armer de *« la connaissance scientifique de la structure économique du capitalisme »*, **pour permettre** *« la participation consciente de cette classe au processus historique de bouleversements de cette société ».*



Karl Marx



Friedrich Engels

L'objectif des communistes est fixé dès 1847. Il s'agit :

— 1) De faire prévaloir les intérêts des prolétaires contre ceux de la bourgeoisie.

— 2) Atteindre ce but par l'abolition de la propriété privée.

— 3) Ne reconnaitre d'autres moyens pour la réalisation de ces objectifs que *« la révolution violente et démocratique ».*

Un autre moyen pour lequel ils travaillent : c'est *« l'organisation d'un parti puissant qui pousse dès à présent à la transformation de la société actuelle ».* Ce parti, armé de la connaissance scientifique des lois du développement de la société, c'est le parti communiste, *« la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui stimule les autres ».*

C'est à la demande de la Ligue des communistes que Marx et Engels rédigèrent le Manifeste. Les principes énoncés sur l'affrontement inévitable entre prolétariat et bourgeoisie devaient être concrétisés par l'insurrection parisienne de juin 1848, dont la défaite arrêta le processus d'organisation autonome du prolétariat jusqu'à la création de l'*Association internationale des travailleurs* en 1864. Peu à peu, comme un feu sous la cendre, les principes du Manifeste prirent un large développement parmi les ouvriers de tous les pays, qui reprennent dans leur programme, les phrases du Manifeste, vers les victoires d'Octobre 1917, de Chine, vers d'autres victoires.

Estelle DELMAS